ISSN 1662 – 4599

10 novembre 2008
8e année
Nº 45

AZA
8044 Zurich

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La coopérative: une formule magique

Un remède aux déviations du système bancaire?

par W. Wüthrich, Zurich

Un fait frappant: la crise financière oblige les caisses d'épargne et banques coopératives tenues par les cantons ou les communes en Suisse à faire des heures supplémentaires. Elles sont littéralement envahies par une foule de nouveaux clients. Un phénomène que l'on observe aussi en Allemagne et en Autriche. – Pour quelle raison? Que représentent pour nous ces banques? Eh bien, des entreprises mutuelles «ciblées» sous administration publique, telles que maisons de retraite, gymnases, incinérateurs de déchets, etc. ont derrière elles des siècles de tradition. Les meilleurs prestataires pour ces tâches sont des coopératives aux structures démocratiques. On en connaît nombre d'autres dans l'agriculture, les biens de consommations, le logement. On sait moins – alors que nous nous trouvons en pleine crise financière que les coopératives de crédit mutuel ont joué un rôle central dans l'histoire du système bancaire. Une réflexion sur le passé met en lumière la genèse des banques et leurs tâches ainsi que les déviations actuelles.

Le 1er janvier 1900, la banque Raiffeisen de Bichelsee ouvre son premier guichet dans la salle de séjour de son premier caissier, le brodeur Johann Köchli. Ses activités commencent avec 47 membres qui ont tous de maigres capitaux. La première année se termine par un total du bilan de 34 524 francs et un profit de 451 francs. Aujourd'hui cette même banque compte 4453 membres et son total du bilan est de 351 millions de francs. (photo thk)

Difficile de trouver un auteur qui ait mieux que *Jeremias Gotthelf* dépeint les soucis et problèmes qui étaient il y a deux siècles ceux des habitants du canton de Berne (1797–1854). L'un des sujets qu'il a traités était l'argent. A cette époque, son importance croissait sans cesse. La société était en pleine mutation. L'industrialisation avait commencé. Le salaire en nature faisait place au salaire en liquide. Nombre de paysans se procuraient un «Zustupf» *(surplus)* grâce au travail à domicile, ou un membre de la famille était employé à l'usine textile voisine. Et la grande majorité des paysans n'était pas habituée à se servir de l'argent.

> «Tu vois, c'est une caisse où on peut mettre son argent quand on n'en a pas besoin, jusqu'à ce qu'on en ait besoin, et entretemps on te verse un petit intérêt, et ton argent est bien à l'abri, il ne lui arrive rien.»
>
> *Jeremias Gotthelf, Ueli le valet de ferme*

Ce qui amenait *Uli der Knecht* (*Uli le valet*), héros du roman éponyme de Gotthelf, aux réflexions suivantes concernant les soucis que cause l'argent et la difficulté de le conserver: «Je n'en ai pas besoin, et quand j'en ai, il ne fait pas long feu; j'ai du malheur avec l'argent; ou je le gaspille, ou je me fais avoir, ou on me le vole, et pour finir, si personne d'autre ne me le prenait, ce sont les souris qui me le mangeraient.» Quelques pages plus loin Gotthelf lui répond en évoquant la Caisse d'épargne. Un paysan dit à son apprenti: «Tu vois, c'est une caisse où on peut mettre son argent quand on n'en a pas besoin, jusqu'à ce qu'on en ait besoin, et entretemps on te verse un petit intérêt, et ton argent est bien à l'abri, il ne lui arrive rien.» Il se trouve que, deux cents ans plus tard, il n'en va plus tout à fait de même. Qu'est-ce qui a changé depuis? Remontons le temps jusqu'au monde de Jeremias Gotthelf.

Les premières banques

Il y a deux cents ans, les couches inférieures de la population étaient pour la plupart bien pauvres, même en Suisse. Jeremias Gotthelf et avant lui *Johann Heinrich Pestalozzi* ont fourni d'émouvantes descriptions de ces maux. Mais leur engagement a aussi éveillé les consciences et poussé à y remédier. L'instruction, l'institution d'écoles et de formations professionnelles, la création d'emplois, le combat en faveur de la démocratie et de l'égalité des droits furent l'un des aspects de cette lutte, l'autre étant le développement du sens de l'épargne pour se constituer un petit avoir et une réserve pour la vieillesse et les temps difficiles. Bien sûr il ne suffisait pas de conseiller à la population de mettre un peu d'argent de côté. Jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, la Confédération helvétique ne possédait pas une seule banque à même d'accepter de petits dépôts et de les investir en toute sécurité. Les petites gens désireuses d'épargner et en mesure de le faire en étaient réduites au bas de laine. Ceux qui avaient besoin d'argent étaient le plus souvent contraints de s'adresser au prêteur – à l'usurier – qui pratiquait des taux énormes.

Certes les banques existaient depuis le Moyen-Age. On connaît les *Rothschild,* les *Fugger,* les *Médicis.* Mais la clientèle de ces banquiers se composait surtout de princes et monarques, dont les Cours dispendieuses et les guerres exigeaient beaucoup d'argent. Ou alors leurs capitaux finançaient le commerce à longue distance avec les colonies. La Suisse comptait elle aussi quelques rares

Suite page 2

Le ministre adjoint des Affaires étrangères américain Negroponte pilote-t-il la persécution des chrétiens en Irak?

ef. Depuis le début de la guerre en mars 2003, plus de 160 000 chrétiens ont dû fuir le pays. Beaucoup ont été tués, des églises et d'autres monuments historiques chrétiens ont été détruits et cela continue. Le *Conseil mondial des Eglises* a vivement critiqué cette persécution (cf. encadré).

Mohammed Al-Dayni dénonce l'instigateur de ces persécutions. Al-Dayni est député au Parlement irakien depuis 2006. Il a acquis une notoriété internationale en rendant publics les crimes des escadrons de la mort et de leurs commanditaires. Il a également révélé l'existence dans tout le pays de plus de 400 prisons secrètes gérées par des organes gouvernementaux, prisons dans lesquelles on détient, torture, voire exécute des détenus en toute illégalité. Comme l'a déclaré Mohammed Al-Dayni lors de sa visite en Suisse, on prépare une vaste opération visant à chasser les chrétiens de la ville de Mossoul située dans le nord du pays. Et les ordres ne proviennent pas de groupes islamiques mais du ministre adjoint des Affaires étrangères américain *John Negroponte* (cf. encadré).

Au début d'octobre, l'ancien directeur des 15 services de renseignements américains a passé quelques jours en Irak. Officiellement, c'était pour rencontrer des représentants du gouvernement irakien et parler avec eux des progrès politiques, sécuritaires et économiques du pays. Mais le but principal de sa visite était d'initier un projet visant à chasser systématiquement les chrétiens de Mossoul. Cette opération a été confiée aux milices kurdes peshmerga.

Jusqu'à la semaine dernière, quelque 2500 familles chrétiennes d'Irak du nord ont été contraintes de quitter leurs habitations. Leurs persécuteurs sont arrivés dans des véhicules officiels de l'armée irakienne, mais il s'agissait également de milices peshmerga. Les troupes d'occupation américaines, dont la mission devrait être d'empêcher cela et de protéger la population civile, a laissé faire.

La semaine dernière, au nord de Mossoul, une église vieille de 1200 ans qui avait toujours été entretenue a été détruite.

Le plan de Negroponte vise à faire croire que les musulmans sont responsables de la persécution des chrétiens, et cela précisément durant la période de Noël! •

Le Conseil mondial des Eglises critique la persécution des chrétiens en Irak

En Grande-Bretagne, des personnalités chrétiennes et musulmanes de premier plan ont condamné les graves exactions dont sont victimes les chrétiens d'Irak. Le *Conseil mondial des Eglises* également demande la fin des violences.

Dans le communiqué final d'une conférence interreligieuse qui a eu lieu à Londres le 15 octobre, on se déclare «très préoccupé» par la situation dans la ville de Mossoul. Ni l'islam ni le christianisme n'apportent de justification aux «terribles souffrances infligées aux Irakiens de toutes confessions». Dans une déclaration commune, les signataires demandent aux chefs religieux et politiques de promouvoir la sécurité et le retour des réfugiés. Personne au monde ne devrait être persécuté en raison de sa foi.

La violence continue. Selon l'archevêque de l'église chaldéenne de Kirkuk *Louis Sako,* une «panique totale» règne à Mossoul, dans le nord de l'Irak. En une semaine, douze personnes ont été tuées au hasard, a-t-il confié le 16 octobre à la *Westdeutsche Allgemeine Zeitung.* Des maisons ont été incendiées. Actuellement, plus de 1500 familles chrétiennes se sont réfugiées dans les villages environnants.

RNA/kipa/epd, 17 octobre 2008 (www.ref.ch)

John Negroponte et les escadrons de la mort

De 2004 à 2005, Negroponte a été ambassadeur américain en Irak et à l'époque déjà, on le considérait comme un dirigeant de l'ombre. C'est un personnage contesté, notamment pour avoir participé au financement secret des Contras (affaire Iran-Contras) et dissimulé les violations des droits de l'homme commises par les escadrons de la mort honduriens formés par la CIA. Entre 1979 et 1989, de nombreux Honduriens ont disparu à la suite d'opérations de la CIA. Selon le délégué du gouvernement hondurien aux droits de l'homme *Ramon Custodio,* les prisonniers étaient torturés à la capuche et subissaient coups et électrochocs. Selon le journal britannique *The Gardian,* les méthodes de torture pratiquées en Irak provenaient d'un ancien manuel de la CIA destiné au Honduras.

Sommaire

Pas d'adoption du programme d'armement sans analyse préalable des risques — *page 3*

La página hispánica — *page 5*

Toujours plus d'Irlandais disent «NON» au traité de Lisbonne — *page 6*

Des voies pour sortir de la crise: la petite ferme — *page 7*

«La coopérative: une formule magique»
suite de la page 1

banques, essentiellement à Berne, Genève et Bâle. A Zurich, il n'y en avait qu'une: la banque Leu et Cie. Mais le principal souci de ces banques était de réinvestir à l'étranger les sommes considérables que les couches supérieures ou les instances dirigeantes tiraient du mercenariat. La ville de Berne par exemple se constitua un Trésor public si bien garni que les intérêts qu'il produisait couvraient 30% de ses dépenses. Et cela dura jusqu'à ce que Napoléon fasse main basse sur le Trésor. Mais jusque vers la fin du XVIIIe siècle, l'homme de la rue, lui, ne disposait d'aucune banque dans aucun des treize Etats de la Confédération.

La Caisse d'épargne de Berne

Et en 1787 nous y voici: un décret du Grand Conseil de la ville de Berne institue la première Caisse d'épargne pour domestiques, artisans et journaliers. L'«homme de la rue» devait bénéficier pour son argent d'un placement à intérêt sûr et se créer ainsi une petite réserve pour sa vieillesse et les mauvais jours. L'administration bernoise espérait également décharger ainsi les finances publiques d'une part de la protection sociale. Les administrateurs de la Caisse étaient des bénévoles, mus par le sens du service, non l'appât du gain. La sécurité l'emportait sur le rendement. Il était interdit de spéculer. Au début les guichets n'étaient ouverts que deux jours par an: à la Saint Jacques (25 juillet) et à la Chandeleur (2 février), date du changement d'emploi annuel. Ce fut un succès. Après les guerres napoléoniennes, on assista à une vague de nouvelles fondations.

En 1805, Zurich créa sa Caisse d'épargne. Plus tard elle prit la forme d'une mutuelle du nom de «Bank Sparhafen Zürich» (*Banque zurichoise du Port de l'épargne*); elle existe toujours. Dans nombre de communes suisses se créèrent des caisses d'épargne et de prêt. Certaines étaient gérées par la commune elle-même. Beaucoup étaient des entreprises privées de type mutualiste, orientées non vers le profit, mais vers l'intérêt général et administrées par des bénévoles. Celui qui se retrouvait en difficulté sans en être responsable pouvait trouver assistance auprès de ces caisses sans risquer de tomber aux mains d'un usurier. Dans le canton de Berne par exemple, il se créa 25 nouvelles caisses dans les années qui suivirent la période napoléonienne. L'année 1834 vit la fondation de la *Berner Kantonalbank*, banque d'Etat habilitée à émettre de la monnaie bernoise indexée sur l'or. Elle fut suivie en 1836 par la banque cantonale de Saint Gall, puis en 1837 par celle de Zurich. Dans le canton voisin d'Argovie il s'en créa davantage encore.

A l'origine de ces initiatives, on trouve en général des hommes entreprenants qui propagèrent cette nouvelle façon de gérer l'argent par le biais des sociétés de secours mutuel et de lecture. L'exemple suivant, pris dans le canton d'Argovie, illustre bien ceci:

Caisse pour les économies des habitants du canton d'Argovie – Action de Heinrich Zschokke

En 1812, à l'initiative de la Société savante d'Argovie, l'écrivain *Heinrich Zschokke* (1771–1848) exposa dans le *Schweizerbote* (Messager Suisse) le projet dans les termes suivants: «Nombre d'artisans, de domestiques, ou même de journaliers peuvent parfois avoir mis de côté quelques sous ou quelques francs dont ils aimeraient pouvoir disposer en cas de nécessité. Mais où les mettre en sécurité, voire en tirer intérêt? Personne n'est prêt à payer intérêt sur de si faibles sommes. Vous avez l'argent en poche; vous voyez ceci ou cela, vous aimeriez bien l'avoir; vous passez devant une auberge et la démangeaison de s'en servir vous prend. Bref, voilà l'argent parti, on ne sait ni pourquoi ni comment. Et lorsque viennent les mauvais jours où vous en auriez bien besoin, il n'y a plus rien à la maison. Economiser, c'est difficile!» (*Schweizerbote* du 7 mars 1812)

La société savante avait chargé Heinrich Zschokke et *Daniel Dolder,* directeur des Postes, de se renseigner sur l'organisation des institutions déjà existantes à Zurich et Bâle «surtout en ce qui concerne la gestion de la comptabilité interne de ces établissements». Ceci fait, des statuts furent établis et imprimés sur un prospectus. L'affaire fut rondement menée et le 1er mai 1812 vit l'ouverture de la «Caisse d'épargne rémunérée pour les habitants du canton d'Argovie». Les hommes les plus considérés se portèrent caution pour les premiers dépôts, rémunérés à 4%; Heinrich Zschokke fut un des premiers, pour un montant de 400 francs suisses. De plus, il ouvrit aussitôt un compte pour chacun de ses trois fils. D'autres l'imitèrent. Les dépôts

Heinrich Zschokke (1771–1848), penseur des Lumières et fondateur de caisse d'épargne. Il représentait une bourgeoisie consciente de ses responsabilités envers la communauté. (Illustration tirée de: Das Goldmacherdorf – Ein historisches Lesebuch von Heinrich Zschokke, aux Editions H. Böning und W. Ort, Brême 2007)

Suite page 4

«Ce qui n'est pas à la portée d'un seul individu peut être réalisé par un grand nombre de personnes.»
(Friedrich Wilhelm Raiffeisen)

Vivre sans épargner

ww. Si l'on suit de tout près la genèse des banques suisses dans les romans et journaux de l'époque, on s'aperçoit qu'il faut d'abord travailler et épargner avant de prêter et d'investir. Sur le long terme, aucun «tour de magie» n'a jamais pu infirmer ce principe.

Or que s'est-il produit au cours des dernières décennies? Vers la fin des années 60 les USA se sont mis à financer massivement leur escalade guerrière au Vietnam au moyen de la planche à billets, ce qui était inconciliable avec l'ordre économique établi en 1944 à *Bretton Woods.* Les accords de Bretton Woods fixaient en effet une parité-or pour le dollar (et les autres monnaies) et accordaient aux banques centrales étrangères le droit d'échanger quand bon leur semblait chacun de leurs dollars contre 0,889 g d'or. Une clause dont elles ont alors fait usage, ayant à juste titre, perdu confiance dans le dollar. Là-dessus, le Président *Richard Nixon* résilia les accords de *Bretton Woods* et cessa d'échanger le dollar contre de l'or, supprimant ainsi une limitation majeure à l'endettement massif. Le résultat ne se fit pas attendre, et pas seulement aux USA.

Parallèlement, on oublia de plus en plus que même les Etats doivent un jour *vraiment* rembourser leurs dettes. Il n'était pas réaliste de se décharger de cette tâche sur les générations à venir.

Depuis 1971 les banques centrales ont la possibilité de créer de la monnaie ne reposant sur rien. Le dollar US a perdu depuis les trois quarts de sa valeur par rapport au franc suisse. Le prix de l'or est passé de 35 à 1000 dollars l'once. La quantité de monnaie dans le monde est plusieurs fois multiple de la valeur réelle des biens et services.

«Epargner, c'est pas cool»

Quels effets a eus ce nouvel ordre monétaire sur la population des USA? Eh bien, l'épargne est passée de mode. Comme le montrent les statistiques, le taux d'épargne n'a plus cessé de baisser. En 1980 les Américains épargnaient encore 8% de leurs revenus. Ces dernières années, on en était à 1%, aujourd'hui, à 0,5% (par comparaison: en Allemagne, Autriche et Suisse, le taux d'épargne s 'élève à 10% environ). A l'inverse les crédits à la consommation et hypothécaires ont connu une croissance fulgurante. L'endettement total des consommateurs américains s'élève à 30 billions (30 000 milliards) de dollars, soit environ 100 000 dollars par habitant. Il s'y ajoute environ 30 000 dollars par habitant de dette publique à charge des contribuables, ainsi que la dette des communes et des Etats. Et ces dernières sont loin d'être négligeables: ainsi la Californie est, paraît-il, au bord de la faillite et a déposé une demande d'aide à Washington.

En ce sens la crise actuelle ne se limite pas à une crise bancaire. Le monde politique porte sa part de responsabilité. La rejeter sur les managers et leurs salaires astronomiques ne suffit pas.

Le meilleur des mondes

Bon: comment acheter des maisons, sans économiser, faire la guerre, sans disposer de l'argent nécessaire? Comment vivre au-dessus de ses moyens? Des questions qui touchent au cœur même de la crise financière actuelle. Quand un peuple ne dispose plus d'avoirs et d'épargne suffisants, il doit aller chercher ailleurs l'argent pour ses maisons, les agréments de la vie etc. Les Américains ont trouvé un moyen. Il supposait d'une part une banque centrale autorisée à créer presque n'importe quelle quantité de monnaie, d'autre part l'accès au marché des capitaux désormais mondialisé. On cherche ailleurs des épargnants disposés à mettre *leur* argent à *votre* disposition. Comment ça marche? On «emballe» les dettes et crédits dans des titres que l'on vend ensuite dans le monde entier. La dette publique, les hypothèques, les emprunts pour financer des études, les crédits à la consommation, les dettes communales et bien d'autres, tout y a passé, et dans des proportions excessives. *Alan Greenspan,* dans un accès «d'autocritique», parle aujourd'hui d'un «tsunami du crédit»

Jusqu'ici les titres avaient toujours trouvé preneur. Comment est-il possible d'avoir «importé» une telle quantité d'épargne? La libre circulation des capitaux, jointe à Internet, permet de transférer de l'argent n'importe où en une fraction de seconde (Je renvoie à l'article «Un système bancaire ancré régionalement est plus solide», publié dans *Horizon et débats* du 22 septembre; qui expose en détail les tenants et aboutissants d l'endettement hypothécaire aux USA).

La crise

L'argent à bon marché émis par les banques centrales et la cupidité ont fait des Bourses un gigantesque casino – aujourd'hui plus que jamais. L'instabilité des cours, des prix et des devises invitaient à tenter sa chance. De gros gains rapides et faciles vous appâtaient. «Hedge funds» (fonds spéculatifs) et «Private Equities» (capital-investissement dans des sociétés on cotées en bourse) élaboraient de nouvelles méthodes. Et parallèlement le marché immobilier était en plein boom. Maisons et appartements étaient financés au moyen d'hypothèques de plus en plus risquées. Au cours des dix dernières années, les prix ont doublé.

Aujourd'hui la fête est finie. Le «monde» ne veut plus des nouveaux titres, complexes et souvent opaques et des dettes qui y sont «emballées». L'afflux d'argent est tari. Maintenant l'argent manque pour financer les crédits que nécessite le quotidien économique, paiements de traites et investissements. L'épargne, qui selon les principes classiques de la banque y est destinée, a pratiquement fondu aux USA. Les banques n'ont plus de fonds à se prêter entre elles.

Il serait un peu injuste de ne parler que des USA. Si ce sont bien eux qui ont enclenché le processus décrit plus haut, il y a longtemps que les nouvelles pratiques et méthodes de financement se sont répandues dans de nombreux pays.

Et maintenant?

Ces dernières semaines, les banques centrales ont inondé les marchés de sommes gigantesques, espérant ainsi éviter une crise analogue à celle de 1929. Nombre de gouvernements sont intervenus à hauteur de plusieurs centaines de milliards. Ils achètent aux banques leurs titres «modernes» dont aujourd'hui plus personne ne veut et que les médias dénomment souvent «vieux papiers». Ils nationalisent des banques, en totalité ou en partie. Ces derniers jours la Suisse aussi s'y est mise, par le biais des mesures en faveur de l'UBS. Les USA et d'autres pays sont prêts à déverser encore des milliards par centaines pour ranimer la conjoncture.

Les gouvernements seraient-ils tout-puissants, à l'instar de Dieu le Père? A quoi tout cela servira-t-il? Cela suffira-t-il à rétablir la confiance? Cela rassure momentanément – et encore. Les erreurs des dernières décennies n'en seront pas effacées pour autant. De surcroît les gouvernements ne disposent pas de cet argent; ils sont eux-mêmes assis sur des montagnes de dettes. Eux non plus n'ont pas épargné et constitué des réserves pour les périodes de vaches maigres. Bien au contraire, les réserves d'or entassées dans ce but par les générations précédentes ont parfois été vendues car elles seraient désormais «superflues».

Une réorganisation du système financier est imminente. De nombreux «sommets» européens ou même mondiaux sont prévus en novembre. On entend dire beaucoup de choses. On expérimente les taux de change fixes. *Sarkozy,* l'actuel Président de l'UE, veut créer dans l'espace de l'Euro une gouvernance économique à même de contrôler le système bancaire. Le FMI veut contrôler toutes les banques. Et ainsi de suite. Autrement dit: le système bancaire doit être soumis à un contrôle d'en haut, central et transfrontalier. Est-ce la bonne solution?

Une autre solution existe, en partant de la base, et qui a fait ses preuves. Il y a deux cents ans déjà que les écrits de *Jeremias Gotthelf* et *Heinrich Zschokke* nous ont montré la voie. «Tu vois, c'est une caisse où on peut mettre son argent quand on n'en a pas besoin, jusqu'à ce qu'on en ait besoin, et entretemps on te verse un petit intérêt, et ton argent est bien à l'abri, il ne lui arrive rien.» Existe-t-il un modèle qui suive ce principe? Les banques coopératives (de crédit mutuel) à ancrage régional et national pourraient servir de modèle.

2005 est décrété année internationale du microcrédit par l'ONU

Les microcrédits sont des prestations bancaires destinées à aider des gens pauvres mais exerçant une activité économique. Ils se situent en général entre 50 et 100 francs suisses. «Dans la microfinance, nous voyons une application de l'idée de Raiffeisen. En soutenant les gens à l'échelle locale, nous pouvons arriver à un équilibre global.»

Pierin Vincenz, Raiffeisen Suisse

Pas d'adoption du programme d'armement sans analyse préalable des risques

Un entretien avec Albert Vincenz, ancien colonel et commandant du régiment d'infanterie 60, à propos du débat parlementaire sur le programme d'armement suisse

Horizons et débats: La Commission de la politique de sécurité du Conseil national veut malgré tout adopter le paquet sur l'armement. Que dites-vous sur cette nouvelle décision?

Albert Vincenz: Il semble que beaucoup de parlementaires n'aient pas réussi à reconnaître les véritables raisons et la nécessité d'un rejet. Peut-être qu'il s'agit dans de tels débats d'avoir le courage de donner sa propre opinion sans fard. En tant qu'observateur, on constate aisément que, dans notre parlement, siègent peu de membres qui s'y connaissent en politique et en pratique militaire actuelle. Cela n'est pas étonnant puisqu'Armée XXI a été déracinée du peuple et contrainte à s'amenuiser!

Probablement que le chef du DDPS pourra s'imposer en s'autodéfendant une nouvelle fois et avec l'aide de commissions militaires plutôt indolentes, et cela sans avoir été vraiment confronté au sujet, malheureusement. La responsabilité politique repose-t-elle en fait sur les commissions ou sur les parlementaires eux-mêmes?

Chaque pays a le parlement et le gouvernement qu'il mérite mais pour l'observateur critique, il ne lui reste plus qu'à s'étonner devant tant d'incompétence en politique militaire!

Etant donné que le DDPS pense lui-même qu'il lui est permis de prendre dix ans pour mettre sur pied l'armée, peu importe qu'un budget soit approuvé aujourd'hui ou plus tard. A mon avis, on vise depuis des années autre chose, quelque chose de plus important.

Si l'on veut se rappeler aujourd'hui la mission actuelle de notre armée, on est obligé de consulter la Constitution fédérale. Mais, on remarque vite que cela préoccupe peu le DDPS car sur son site, il place des priorités tout à fait différentes. Ces affirmations ne m'étonnent plus dans le cadre de l'Armée XXI actuelle, mais elles montrent que le DDPS est loin de constituer uniquement ce que le chef et les commissions militaires veulent reconnaître.

On remarque que la direction actuelle de l'armée n'interprète la mission de celle-ci pas du point de vue d'un pays neutre, même pas au sens large du terme.

Mais cela aussi est compréhensible, car l'opinion de beaucoup de membres du DDPS n'était pas toujours proche du citoyen et pas non plus toujours compatible avec la politique, tout en restant dans la ligne. Finalement, il y va aussi de leur métier et de la planification de leur carrière militaire.

On sait depuis longtemps que la direction de l'armée n'est, pour de bonnes raisons, pas toujours contrainte à se comporter de façon particulièrement démocratique. Les généraux sont avant tout chefs de l'armée et non pas démocrates. Ils ont besoin cependant de tâches clairement définies et ils doivent savoir pourquoi et pour qui ils remplissent cette mission. Cela vaut d'autant plus pour nos «généraux» qu'ils n'ont heureusement qu'en théorie des points communs avec leurs homologues belligérants à l'étranger.

Le chef du DDPS prend ses décisions en fait après examen de variantes et de propositions de ses collaborateurs. C'est justement pour cela que le Parlement devrait effectuer une remise en question profonde.

Il serait important pour notre pays que le DDPS et les commissions de sécurité prennent en main leurs devoirs et élaborent, à l'aide d'une vaste analyse des risques, une base définissant une mission sensée pour l'armée.

Ensuite, le Parlement pourrait accorder les moyens nécessaires mais également surveiller l'organisation et la stratégie dans le cadre de notre neutralité. Tous ces éléments dépendent les uns des autres et sont inséparables au plan de l'élaboration.

Je suis curieux de savoir ce qui va se passer à Berne ces prochaines semaines.

Les Forces aériennes suisses ont urgemment besoin d'autres avions de combat pour pouvoir remplir leur fonction de police aérienne. Comment doit-on comprendre cela en tant que citoyen? Pour quelles fonctions pouvons-nous utiliser nos Forces aériennes en cas de coup dur?

En tant qu'observateur, on ne sait pas grand-chose des pratiques de nos Forces aériennes et l'on ne peut se faire une image de ce qu'elles effectuent en haut lieu qu'à travers les rares présentations des responsables. Il n'est pas possible que les Forces aériennes ne se conçoivent que comme police aérienne. Le premier commandant en chef de l'armée, ancien pilote, s'y est très bien entendu pour mettre les intérêts des Forces aériennes au premier plan, dans la ligne de l'OTAN.

Le cas de force majeur n'entre en vigueur qu'au moment où la Suisse en tant que pays est attaquée dans sa souveraineté. Il existe là des dangers et des formes auxquels les Forces aériennes ne peuvent pas faire face toutes seules.

Dans ce cas elles doivent se subordonner à la mission et à la stratégie de l'armée. Dans le cadre de cette dernière, un concept relatif à son équipement entre en vigueur, ce qui vaut du reste pour toutes les armes.

La France a proposé aux Forces aériennes suisses de collaborer étroitement avec la Suisse si celle-ci achetait le jet de combat «Rafale» et de mettre en France des territoires à sa disposition pour des exercices aériens et de tirs. La Suisse devrait-elle accepter cette offre?

Il s'agit ici d'une question d'autonomie et d'indépendance.

La France est membre de l'OTAN. Nous, les Suisses, nous devrions bien réfléchir à ce que signifie finalement la collaboration avec d'autres Etats pour notre neutralité. Ici, on a déjà pris des mesures (Partenariat pour la paix, PpP) qui un jour pourraient se révéler ne pas être forcément utiles.

Si nous voulons continuer à nous payer des Forces aériennes performantes, nous devons pouvoir les former principalement dans notre propre pays. Avec un peu plus de doigté qu'aujourd'hui dans les questions de politique militaire, cela pourrait se réaliser.

Dans ce contexte, j'espère que des hommes politiques responsables aborderont bientôt le débat sur notre neutralité au XXIe siècle. L'autonomie et l'indépendance ne sont pas seulement nécessaires à notre économie, mais également à l'armée comme dernier instrument de son affirmation. Depuis longtemps déjà, les débats axés uniquement sur le budget ne suffisent plus. Dans ce cadre, il est facile de distribuer les moyens et les bénéfices à beaucoup de gens sans inconvénients.

C'est une vérité de la Palisse de dire que celui qui marche avec quelqu'un, peut gagner … ou se faire prendre. •

Cas de corruption lors de l'achat de matériel militaire par le DDPS?

par Albert A. Stahel, Institut d'études stratégiques, Wädenswil

Tous les citoyens suisses honnêtes croiront totalement infondés les soupçons de corruption lors de l'achat de matériel militaire par le DDPS. Toutefois une enquête approfondie de ce qui s'est passé ces dernières années pourrait les confirmer.

Le premier exemple nous est fourni par l'achat des blindés de combat CV 9030 CH de la firme *Hägglunds* par les Chambres en 2001. Certains aspects de cet achat sont étranges. Ainsi, ces blindés n'ont volontairement pas été présentés comme étant des chars de défense antiaérienne. Pourtant il était évident dès le début que le canon, grâce à son orientabilité, son appareil de mesure de distance et son moteur de tourelle, pouvait être utilisé efficacement contre des avions et des hélicoptères. La condition était à vrai dire que le temps soit beau. En outre, le message sur les acquisitions d'armement en vantait l'utilité pour les missions de maintien de la paix. En fait, il était manifeste dès le départ qu'en raison de sa hauteur et de sa longueur, qui dépassait celles de la version suédoise d'origine, ce char ne pouvait pas être acheminé dans une région en crise par un avion de transport normal de la catégorie Hercule C-130 mais uniquement par de très gros avions de type C-5 ou C-17. Or un petit pays comme la Suisse ne pourrait pas s'offrir ces appareils américains. Sur ce point, le DDPS a menti au Parlement. Le fin mot de l'histoire, c'est que les membres des commissions de la politique de sécurité ont dû prendre leur décision au vu de la version suédoise plus ancienne, car la version suisse existait certes déjà mais n'était pas encore opérationnelle. La manière dont cette décision a été prise reste un mystère. A propos, on aurait parfaitement pu déceler l'intérêt de *Ruag* pour cet achat en lisant une brochure de *Hägglunds*. On y trouvait la description d'un char de combat CV 90120 qui n'était en principe rien d'autre que le CV 9030 CH armé d'un canon de 120 mm, projet de char de combat auquel s'intéressait la Malaisie. Les «bons» Suisses demandèrent donc un char de combat qui offrait un bon potentiel de développement pour d'autres pays. Toutefois, la firme *Hägglunds* n'en était pas responsable.

Evoquons un autre exemple: le projet d'acquisition de deux avions de transport C-295 de la firme espagnole *Casa*. Lors d'une évaluation, ce type d'avion l'avait manifestement emporté sur le C-27J du consortium italo-américain *Lockheed Martin Alena* (LMATTS). Il est intéressant de savoir que le C-295, contrairement au C-27J, était insuffisamment qualifié, comme prévu initialement, pour les missions dans les régions en crise et que le message sur les acquisitions d'armement avait dû être modifié. Un de ses inconvénients était l'insuffisante capacité de sa soute qui rendait impossible le transport de chars de type EAGLE. De plus, sa charge utile et son rayon d'action ne correspondaient pas au profil requis initial. Contrairement au C-295, le C-27J pouvait être qualifié de véritable avion de transport militaire. A vrai dire, ces faits étaient connus de tous à l'époque mais il existait manifestement des relations particulières avec l'Espagne qui imposaient l'achat des deux C-295. Heureusement, le Parlement s'opposa à ce projet extrêmement contestable.

Le cas suivant est celui de l'acquisition des hélicoptères d'*Eurocopter*. A l'époque, on savait que presque aucun pays n'avait acheté cet «hélicoptère polyvalent». Seule la Jordanie en possédait. A l'époque déjà, tous les pays occidentaux misaient sur des gros hélicoptères de transport ou de combat mais pas sur un hybride comme cet hélicoptère de transport armé. Seul l'hélicoptère de transport américain de taille moyenne *Black Hawk* peut être armé. Mais comme l'a montré son utilisation à Mogadishu en son temps, il peut être très vite abattu par des armes d'infanterie. Mais il fallait l'acquérir. Personne ne sait vraiment pourquoi. Cela était-il destiné à compenser le refus d'acheter les avions de transport de la firme *Casa*? Maintenant, l'armée suisse dispose d'un hélicoptère polyvalent instable qu'il faut probablement bricoler à grand frais.

Le dernier exemple est le projet d'achat de véhicules blindés de transport de troupes de type *Duro*. Bien que l'Armée suisse possède encore un nombre suffisant d'anciens M-113 qui sont suffisamment blindés pour le transport des troupes, on prévoit, en vue d'une guerre, l'acquisition d'un véhicule peu satisfaisant. On peut donc se poser la question de savoir si on ne poursuit pas des objectifs tout différents. Prévoit-on des interventions en faveur de l'OTAN ou s'agit-il simplement de services rendus à des amis?

Il serait temps que le Parlement examine de plus près les projets d'acquisition du DDPS au cours des 8 dernières années. On découvrirait probablement des choses étonnantes. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Droit de recours des organisations – une lettre ouverte de Franz Weber

Chers amis, chères concitoyennes, chers concitoyens!

Le 30 novembre sera un jour important dans les annales de notre pays. Ce jour-là nous saurons si, oui ou non, nos derniers paysages naturels seront bétonnés, nos dernières terres agricoles sacrifiées à la construction, nos dernières régions alpines encore préservées détruites par de monstres projets immobiliers.

C'est ce jour-là que nous saurons si, oui ou non, la nature et l'environnement auront encore une voix chez nous: la voix modératrice des associations environnementales que le parti radical zurichois, en communion avec le milieu de la spéculation immobilière, entend faire taire.

Le titre de l'initiative: «*Droit de recours des organisations: Assez d'obstructionnisme!*» ne laisse aucun doute sur les buts réels des initiants: une ville de Genève à St. Gall, des agglomérations fantômes de résidences secondaires et des forêts de gratte-ciel dans les Alpes. Si ces visions d'horreur ne sont pas d'ores et déjà une réalité, c'est le mérite des associations environnementales.

Le droit de recours des associations est essentiel pour la protection de la nature et du patrimoine suisse. Son abolition aurait des répercussions dramatiques sur la légendaire beauté et qualité de vie de notre pays qui deviendrait alors sur toute son étendue le terrain privilégié de la spéculation immobilière et boursière en faveur d'un bétonnage à outrance !

Notre nature et notre environnement ont besoin d'avocats qui défendent l'intérêt général contre la voracité des spéculateurs. Depuis 32 ans, la *Fondation Franz Weber,* par son association *Helvetia Nostra,* fait partie de ces avocats. Ainsi, grâce au droit de recours, elle a pu sauver la région des lacs en Haute Engadine, le vignoble de Lavaux (aujourd'hui patrimoine universel de l'*UNESCO*), l'incomparable Simmental, les jardins de Lausanne-Ouchy, le Val d'Anniviers, la Réserve de Cheyres près d'Yverdon – pour ne citer que quelques-unes de ses actions victorieuses menées dans l'intérêt général.

Grâce au droit de recours, nous pouvons continuer nos bénéfiques interventions contre des projets destructeurs et souvent illégaux, dont les tours d'Aminona (Crans-Montana) et le circuit automobile de Vendlincourt dans le Jura ne sont que deux exemples frappants parmi des dizaines. En plus de leur valeur territoriale, ces sites menacés constituent, comme nous le savons tous, les habitats d'une faune et d'une flore précieuses que nous devons conserver pour les générations futures.

La seule réponse possible à l'initiative irresponsable des radicaux zurichois est un NON massif. Aussi, au nom d'une Suisse vivable pour nous et nos enfants, je vous prie instamment d'aller voter, et de voter NON le 30 novembre.

Depuis sa création en 1975, grâce au soutien indéfectible de ses amis, la *Fondation Franz Weber* lutte en première ligne, et souvent avec des succès spectaculaires, pour la protection de la nature, l'environnement et la faune. […] Soyez à nos côtés! Aidez-nous dans ce combat essentiel! Chaque don, aussi modeste soit-il, est important et sera utilisé dans le meilleur intérêt de la cause.

Votre dévoué Franz Weber
Montreux, 21 octobre 2008

«Ce qui n'est pas à la portée d'un seul individu peut être réalisé par un grand nombre de personnes.»
(Friedrich Wilhelm Raiffeisen)

«La coopérative: une formule magique»
suite de la page 2

provenaient «de personnes de toutes classes sociales, au profit de leurs enfants ou filleuls, pupilles et autres, mais les plus nombreux étaient des domestiques et artisans qui y déposaient les quelques sous qu'ils avaient économisés.» (*Schweizerbote* du 11 mars 1813.) Cette caisse existe encore sous le nom de *Neue Aargauer Bank* (Nouvelle banque argovienne) qui en hommage à Zschokke lui a érigé il y a quelques années une statue dans le hall de son siège principal, récemment réaménagé à Aarau.[1]

Quelques mots sur Zschokke: Ses innombrables romans, nouvelles et revues ont fait de lui l'un des auteurs les plus lus et les plus populaires en Suisse et Allemagne durant la première moitié du XIXe siècle. Il a été traduit en plusieurs langues. Représentant de l'esprit des Lumières, il a également contribué à répandre dans toute l'Europe celui de *Johann Heinrich Pestalozzi.* Il s'est activement engagé en faveur d'une société citoyenne et démocratique. Durant la République Helvétique, il a assumé d'importantes charges politiques. Il a fondé une école professionnelle pour filles de résidents pauvres (les «résidents» [Einsassen] sont des habitants du pays sans droits civils), des écoles de couture, des cours du dimanche pour artisans et apprentis, une société d'éducation et une école pour sourds-muets, ainsi que – comme il est dit plus haut - une Caisse d'épargne. Zschokke est un représentant d'une bourgeoisie consciente de ses responsabilités envers la communauté.[2]

Le démarrage

Dans tous les cantons l'on assista à la création de nombreuses caisses d'épargne et de prêt. Dans celui de Thurgovie, par exemple, on fonda la *Sparkasse Frauenfeld* (Caisse d'épargne de Frauenfeld) sous administration communale. Il arriva, surtout dans les débuts, que certaines ferment, parce qu'elles étaient mal conçues ou parfois mal administrées. Mais les pertes subies par les épargnants restèrent rares. Jamais non plus il ne se produisit d'effet domino, une banque en entraînant d'autres dans sa chute. La fermeture d'une caisse offrait une opportunité pour la fondation d'une nouvelle ou l'ouverture d'une filiale d'une banque déjà existante. Dans le canton de Berne, les «Raiffeisenkassen» [cf. plus bas] durent, pour diverses raisons fermer en 1893 et 1897 peu après leur ouverture, par exemple les Caisses d'épargne de Steckborn, Aadorf et Eschlikon dans le canton de Thurgovie.[3]

Au début les Caisses d'épargne et de prêt mutuelles ou communales se limitaient aux hypothèques foncières. Au fil du temps elles élargirent de plus en plus le champ de leurs activités et accordèrent aussi des crédits à des fins professionnelles. Leur domaine d'activité resta toutefois limité à leur région.

Il faut attendre le milieu du XIXe siècle pour voir apparaître les premières véritables banques commerciales, comme la *Schweizerischer Kreditanstalt* (Société suisse de crédit), qui a financé le réseau ferré, le tunnel du Saint-Gothard ainsi que des projets industriels et levait des fonds également sur le «marché des capitaux» et émettait des titres cotés en Bourse tels qu'actions et obligations.

Au XIXe siècle le système bancaire suisse se développa de façon très décentralisée, se caractérisant par le nombre de Caisses indépendantes à rayon d'action local ou régional, toujours existantes. Au fil du temps leurs activités se sont diversifiées. Chaque localité de quelque importance possédait sa Caisse d'épargne et de prêt. C'était la banque d'épargne, hypothécaire et commerciale du village. Au début du siècle, la Suisse comptait déjà 726 banques différentes et 842 agences pour une population de 2,5 millions d'habitants.

> «On donne mon nom à ces associations mais je ne les ai pas inventées. La première a été un enfant de notre temps, né de la nécessité. Je n'en ai été que le parrain.»
>
> *Friedrich Wilhelm Raiffeisen*

Les Caisses Raiffeisen suisses

Un siècle environ après la création des premières banques, on assista en Suisse à une deuxième vague de fondations. En 1899, le pasteur *Traber* fonda à Bichelsee la première Caisse Raiffeisen durable, d'après les principes et le modèle imaginés par *Friedrich Wilhelm Raiffeisen* (1818–1888). Celui-ci avait créé 50 ans auparavant dans le Westerwald (Allemagne) des coopératives inspirées de la doctrine sociale chrétienne. Son principe de base était «Seule la communauté fait la force» Dans le monde entier beaucoup suivirent son exemple.

En Suisse les Caisses Raiffeisen peinèrent à s'imposer. Dans le canton de Berne elles connurent deux échecs. Mais dans celui de Thurgovie le pasteur Traber réussit. D'autres suivirent. Les statuts de toutes les Caisses Raiffeisen étaient analogues et leurs administrateurs bénévoles. Les membres se portaient tous personnellement caution solidaire et, au début, illimitée. Les caisses ne tardèrent pas à former un réseau et une organisation qui a aujourd'hui son siège à Saint-Gall. On trouve les Caisses Raiffeisen surtout en milieu rural. Mais depuis peu les choses changent. En 2002 fut fondée la *Raiffeisenbank Zürich* qui possède aujourd'hui trois agences dans la métropole économique suisse.

La Suisse compte actuellement 367 Caisses Raiffeisen indépendantes et environ 1200 agences, ce qui constitue le réseau bancaire le plus dense de Suisse. Elles gèrent les dépôts d'environ 3 millions de clients s'élevant au total à plus de 105 milliards de francs suisses – la plupart sont des hypothèques. Depuis quelques années elles travaillent en étroite collaboration avec la banque privée *Vontobel* – une nouveauté qui ne fait pas l'unanimité. Celle-ci s'occupe des affaires boursières et des placements des clients. La valeur des titres déposés dans les banques Raiffeisen atteint aujourd'hui 35 milliards de francs suisses.

Pourquoi les banques Raiffeisen sont-elles si sûres?

Ces banques jouissent d'un ancrage local et régional et elles connaissent personnellement leurs clients. La solidarité entre caisses joue à plein. Une banque Raiffeisen isolée ne peut faire faillite, parce que toutes les autres sont derrière elle. Et les mutualistes constituent une caution supplémentaire, qui de nos jours est limitée. Ils sont 1,5 millions engagés à verser chacun 8000 francs suisses en cas de nécessité. Cette garantie serait aujourd'hui superflue, comme l'a déclaré *Pierin Vincenz,* PDG de Raiffeisen Suisse, dans plusieurs interviews. Mais elle ne sera pas pour autant supprimée. Expression de la solidarité, elle est partie intégrante de l'esprit de la coopérative.

Le modèle des Raiffeisen inspire une grande confiance. Cent mille nouveaux clients l'ont rejointe depuis le début de l'année, dont 75 000 mutualistes. Chaque mois a vu affluer dans les caisses un nouveau milliard de francs suisses. La Caisse n'a jamais eu recours au soutien de l'Etat et du reste personne n'y songe.

Les Raiffeisen dans le monde

On trouve des banques Raiffeisen dans toute l'Europe: Allemagne, Autriche, Italie, France, Pays-Bas, Finlande, Pologne et Chypre, et 700 000 collaborateurs gèrent environ 130 millions de clients. Elles sont ainsi devenues un acteur important du système économique et financier européen.

Mais dans le monde entier la cote du système Raiffeisen grimpe. Dans une centaine de pays au total, 900 000 coopératives regroupant plus de 500 millions de membres travaillent selon les principes de Friedrich Wilhelm Raiffeisen. Ses idées ont du succès sur tous les continents car elles peuvent s'adapter à toutes les structures économiques et sociales. (*Horizons et débats* consacrera plusieurs articles à cet aspect).

> **Renaissance de l'idée de coopérative**
>
> «Je me souviens encore très bien d'un séminaire à Salzbourg avec les managers d'une coopérative. On voulait devenir à tout prix une banque «normale». On avait tendance à refouler l'idée de coopérative (de crédit mutuel). Et il en alla longtemps de même en Suisse. Mais tout récemment on assiste à une renaissance de cette idée. Les grosses coopératives de consommation ne parlent plus de se transformer en SA. La *Schweizer Mobiliarversicherung* remet de plus en plus en avant l'idée de coopérative. En ce moment nous assistons à un retour en force des structures sociales et des modes de pensée éprouvés. Beaucoup se plaignent de la montée de l'anonymat et de la perte du lien social. La taille relativement modeste, la bonne connaissance des réalités locales, le «visage humain» des *Caisses Raiffeisen* vont sous plusieurs aspects à l'encontre de cette évolution. L'impressionnante augmentation du nombre de leurs membres permet de conclure que les valeurs coopératives répondent sans aucun doute aux besoins d'un grand nombre de gens.»
>
> *Robert Purtschert, professeur à l'Université de Fribourg, dans: Panorama Raiffeisen 2/2005.*

Revenons en Suisse. D'autres banques ont écrit l'histoire du système bancaire mutualiste, par exemple la *Schweizerische Volksbank,* la *Banque Migros* (élément de la Fédération des coopératives Migros), la *Genossenschaftliche Zentralbank* (aujourd'hui *Banque Coop*) et la *Banque WIR,* à laquelle *Horizons et débats* a déjà consacré un article dans son n° 37 du 15 septembre.

La Banque populaire suisse

La *Volksbank in Bern* (Banque populaire de Berne, plus tard *Banque populaire suisse*) a été fondée en 1869 sous forme de coopérative par des représentants du monde ouvrier, des employés et de l'artisanat. A l'origine elle se contentait, comme les Caisses Raiffeisen, d'accorder des prêts à ses membres. Avec ses nombreuses filiales, elle connut une extension fulgurante dans toute la Suisse. En 1930, elle était devenue la deuxième banque suisse. Dans les années 30, elle dut demander à l'Etat une aide de 100 millions de francs, toutes ses affaires avec l'étranger (en particulier l'Allemagne) ayant dû être liquidées. Après la guerre la banque connut une forte croissance et ouvrit beaucoup de nouvelles filiales. Mais des spéculations sur l'argent-métal et l'immobilier ainsi que de nouveaux déboires à l'étranger entraînèrent dans les années 80 le déclin de la quatrième banque suisse, qui fut rachetée en 1990 par la *Schweizerische Kreditanstalt (*aujourd'hui *CS Group)*. L'exemple de la *Banque populaire suisse* prouve que le statut juridique de coopérative n'offre pas de protection contre des affaires hasardeuses.

La Banque centrale coopérative

La *Banque centrale coopérative* a été fondée en 1927, en commun par l'*Union suisse des Coopératives de consommation* et par l'*Union syndicale suisse*. Son principe était «qu'une banque d'ouvriers ne se distingue pas des banques privées par la conduite de ses affaires, mais seulement par ses buts, c'est à dire qu'elle utilise dépôts et excédents au profit des mouvements ouvriers et mutualistes.» La *Genossenschaftliche Zentralbank* acquit une dimension respectable. En 1970 elle prit la forme d'une société par actions. Elle s'appelle aujourd'hui *Banque Coop,* et la banque cantonale de Berne en est l'actionnaire majoritaire.[4]

La Banque Migros

La *Banque Migros* constitue jusqu'ici une «success story». *Gottlieb Duttweiler* eut l'idée de créer une *Banque Migros* il y a cinquante ans, au cours d'un souper avec son administrateur financier au restaurant Widder, à Zurich. La banque est une société par actions détenues à 100% par la *Fédération des coopératives Migros.*

La banque a démarré avec trois employés. Son guichet se trouvait au troisième étage de la maison Migros de Zurich, au Limmatplatz. Jusqu'ici son fonctionnement n'a donné lieu à aucun «scandale». Elle fait des affaires avec la région où elle se trouve et avec toute la Suisse. Elle finance ces hypothèques avec les dépôts des épargnants. Elle ne travaille pas avec l'étranger. Ses 74 agences, ses 29 milliards de francs d'avoirs et ses 750 000 clients font d'elle l'une des «grandes banques». La crise financière ne l'a absolument pas touchée. Cette année elle a ouvert 46 000 nouveaux comptes et 18 nouvelles filiales (ou elle va les créer l'an prochain).

Que nous apprend l'histoire?

De toute évidence les banques à rayon d'action régional ou national résistent mieux à la crise financière actuelle que les banques mondialisées. C'est encore plus vrai pour les banques coopératives ou administrées par les communes ou cantons. Elles échappent à la pression des investisseurs qui exige une rentabilité maximale. Ces banques ont un fort ancrage régional et connaissent bien leurs clients.

Mais la forme juridique de la coopérative n'est pas à elle seule une protection contre une mauvaise politique financière, comme le montre l'exemple de la *Banque populaire suisse* (et plusieurs autres en Allemagne et en Autriche). On peut en dire autant des banques communales et cantonales. La faillite de la *Spar- und Leihkasse Thun* et la crise que traverse la *Banque cantonale bernoise* en sont un exemple.

Les Raiffeisen offrent des avantages évidents, parce qu'elles constituent un réseau de nombreuses coopératives indépendantes à l'intérieur d'un même pays. Leur politique financière est coordonnée et s'exerce dans un cadre commun comportant un contrôle des risques. Ce qui rend presque impossibles les «dérapages» isolés.[5] •

(Traduit par *Michèle Mialane* et révisé par *Fausto Giudice, www.tlaxcala.es*)

[1] Cf. Werner Ort, *Der modernen Schweiz entgegen. Heinrich Zschokke prägt den Aargau,* Baden 2003, p. 126s.

[2] Cf. *Das Goldmacherdorf – Ein historisches Lesebuch* von Heinrich Zschokke, aux Editions H. Böning und W. Ort, Brême 2007, p. 247ss.

[3] C. Bucher, *Der Zusammenbruch der Leih- und Sparkassen Aadorf und Eschlikon,* Zurich 1918

[4] *Genossenschaftswesen in der Schweiz;* Editions Ernst-Bernd Blümle, Francfort sur le Main 1969

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.+41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Terrormanagement», política de guerra y dictadura de emergencia

Dos libros ponen al descubierto lo que se oculta detrás de la «Guerra contra el terrorismo»

por Karl Müller

Quién quiera mantener una mente clara y tomar decisiones razonables en el futuro, tendrá que pensar cuál es la música de fondo que acompañará nuestro estilo de vida cada vez más cuestionado, así como los intentos cada vez más obstinados de querer mantener la posición actual del dinero y del poder. Para eso, puede ser útil echar una mirada a los últimos años después del 11 de septiembre 2001 – años de las llamadas «guerras contra el terrorismo». En principio, años en los que las fantasías de hegemonía del mundo occidental empezaron a decaer.

ISBN 978-3-89706-841-4

Dos periodistas alemanes, autores no conformistas, han publicado en las últimas semanas libros referentes a ese tema que vale la pena leer: no sólo por lo relacionado con el tema en sí, sino porque ambos libros dan numerosos detalles informativos sobre la «guerra contra el terror», probablemente desconocidos por una amplia opinión pública, y que por lo tanto merecen ser estudiados detalladamente. Una corta reseña a modo de sugerencia.

Christoph R.Hörstel es el autor de uno de los libros. Años atrás ya había hecho un análisis crítico de la política occidental, en especial alemana, con respecto a Afganistán («Sprengsatz Afghanistan. Die Bundeswehr in tödlicher Mission» 2007 ISBN 978-3-426-78116-6 [Carga explosiva Afganistán. El ejército alemán en misión mortal]). Su nuevo libro («Brandherd Pakistan. Wie der Terrorkrieg nach Deutschland kommt» [Foco explosivo Paquistán. Cómo la guerra del terror llega a Alemania]) se refiere a la historia y a la situación actual de Paquistán: en primer lugar, para dar una idea de la compleja y frágil situación del único poder nuclear islámico y su política, propensa a las influencias externas; además, para medir las consecuencias de la política seguida hasta ahora por occidente con respecto a Paquistán, y por último hacer un análisis crítico de la política occidental actual. Esa política fue y sigue siendo la que hizo de Paquistán un foco explosivo («Brandherd») y ahora, con el peligro de la bancarrota del estado, lo quiere hacer depender practicamente de occidente.

Hörstel hace alusión a que el armamento nuclear de Paquistán se realizó a la vista de EE.UU., más aún: la difusión en el mundo entero de material y técnica para la fabricación de armas nucleares proveniente de Paquistán, también era conocida por EE.UU. Hörstel escribe: «Si EE.UU. no sólo toleró el negocio paquistaní de venta de dispositivos para la fabricación de armas nucleares, sino que practicamente lo protegió con sus servicios secretos, hay que preguntarse por la motivación. ¿Fue tal vez el objetivo de mayor alcance de EE.UU. que esos negocios le proporcionaran un motivo excelente para poder invadir esos países y así, como de paso, poner las fuentes de energía bajo su control?

Hörstel brinda también una apreciación más exacta del complejo ambiente «terrorista» en Paquistán; de la actuación de esos supuestos terroristas; de los Madaris – en occidente considerados sin diferenciar como los campos de entrenamiento para terroristas; de las múltiples relaciones de los servicios secretos paquistaníes con ese medio. Y echa una mirada a la participación de EE.UU. en todo ésto.

Hörstel escribe: «Proliferación y terror se toleran y se impulsan en las exactas dosis que sean consideradas útiles para lograr objetivos globales de estrategia y hegemonía – y sea sólo para lograr el acceso a las fuentes de energía del planeta. Y por supuesto que ningún dramático discurso dominical es ‹estúpido› […] si se trata de encubrir y justificar esa política infantil y sangrienta.»

Hörstel lo llama «terrormanagement» un concepto que él explica en forma minuciosa y diferenciada: «Terrormanagement» debe servir sobre todo a los intereses de EE.UU. «Tenemos que tener claro, que en Hindu-Kuch, en Asia central entre China e Iran, la consigna ‹mission accomplished› es una especie de expresión rechazable para los representantes de los intereses de EE.UU., ya que en ese caso las tropas norteamericanas tendrían que retirarse. Entonces Asia, digamos, se haría «independiente». Por eso la «guerra contra el terror » se entiende «que debe ser eterna».

Seguramente no hay que imaginarse que cada ataque resulta de una cadena de órdenes que llega hasta la central de la CIA en Langley (EE.UU.). Hay distintos niveles de jerarquía dentro del «terrormanagement»; cada nivel tiene su propia dinámica, casi todos los participantes también actúan por cuenta propia. Y mucho de lo que sucede allí abajo no es en interés de los de arriba; y mucho de lo que se decide arriba, lo ignoran los de abajo. Hörstel llega incluso a la conclusión de que todo el «aparato» está fuera de control, y que occidente, en general, se encuentra hoy cara a cara a un frente que ya no es controlable, un frente de resistencia muy comprensible.

Los motivos son fáciles de formular: Occidente, con su política arraigada en las aberraciones catastróficas de la época del colonialismo, ha cometido demasiados crímenes. Entre tanto, se sabe mucho al respecto, y la resistencia ha desarrollado una fuerte dinámica.

Por eso, por un lado es cierto, cuando se sostiene que los poderes occidentales, ante todo EE.UU., sólo miran cómo se reclutan cada vez más nuevos talibanes y otros grupos de resistencia en la zona fronteriza paquistana-afgana: porque así puede seguir atizándose el fuego de la guerra. Por otro lado, justamente es esa resistencia en Paquistán y Afganistán la que está fuera de control, y con la falsa esperanza de lograr otra vez el control, se golpea con los medios más brutales – por cierto sin perspectiva de un éxito duradero, como lo destaca Hörstel.

La política alemana también está implicada en el «terrormanagement»: por complicidad – Hörstel reproduce una conversación al respecto en la cancillería alemana – y además por participación por cuenta propia – Hörstel menciona la «cooperacion» alemana en el «terrormanagement» en Usbekistán. En ningún caso los derechos humanos juegan un papel. Y no va a mejorar, según Hörstel, «mientras no nos decidamos a atacar la enfermedad en su orígen – es decir nuestra política desacertada en demasiados lugares en el mundo». Como ya lo hizo en su libro sobre Afganistán, Hörstel presenta un detallado plan de paz. Este contiene propuestas para la solución pacífica del conflicto de Cachemira con India y el conflicto en las provincias del norte habitadas por pastunes al límite con Afganistán. Además, se trata de planes para un posible desarrollo para ese país aun jóven, pero azotado por tanto dolor.

El autor del otro libro es *Jürgen Elsässer* y se titula: «Terrorziel Europa. Das gefährliche Doppelspiel der Geheimdienste» (Europa: blanco terrorista. El peligroso doble juego de los servicios secretos). A través de muchos ejemplos el autor caracteriza claramente que el «terrorismo» europeo de los últimos años muestra conesiones de gran actualidad, en parte grotescas, con actividades de los servicios secretos. Empezando por las conesiones indiscutibles de servicios secretos occidentales – sobre todo británicos y estadounidenses – con *Usama bin Ladin,* siguiendo con la actitud oficial de ignorar a los llamados «predicadores del odio» y «centrales de terror en Gran Bretaña, y otros hechos similares en Francia, Italia, Austria, España y Turquía y, para terminar, las relaciones de «terroristas» alemanes con servicios de su país.

¿Qué es lo que resulta evidente? Que hay «terroristas» cuya peligrosidad es exagerada por las autoridades oficiales y los medios masivos; otros, «terroristas» realmente peligrosos, que hasta ahora, sin ser molestados y posiblemente bajo la protección de los servicios, se pueden mover por el mundo; «terroristas», sobre todo los del grupo de *Mohammed Atta* (11 de septiembre de 2001) sobre los cuales las versiones oficiales difieren claramente del grado de conocimiento logrado por investigaciones independientes; «terroristas» que habían sido agentes secretos. O bien «terroristas» que no lo son, pero que han caído en el mecanismo de la caza de terroristas. Y en todos los casos, los «terroristas» son conocidos por los servicios secretos y la justicia mucho antes de que realicen sus peores atentados.

ISBN 978-3-7017-3100-8

Que los métodos criminales no son nada nuevo para el poder estatal, lo pone de manifiesto el capítulo «Das Netzt der Gladitoren» [La red de los gladiadores] del libro de *Daniele Ganser* «Nato Geheimarmeen in Europa. Inszenierter Terror und verdeckter Kriegsführung», 2008, ISBN 978-3-280-06106-0 [Armadas secretas de la OTAN en Europa].

Terrorismo escenificado y guerra encubierta»). En él resume y actualiza los conocimientos recogidos sobre las operaciones cubiertas de tropas secretas de la OTAN después de la segunda guerra mundial.

Uno de los objetivos de la «cooperación» entre «terroristas» y servicios secretos es utilizar a los «terroristas» para cometer crímenes políticos que los estados y sus servicios no pueden o no quieren realizar. Así también se persiguen objetivos geopolíticos – por ejemplo el encargo del servicio secreto británico a Usama bin Ladin de asesinar al presidente *Ghaddafi.* Elsässer ya había introducido este análisis en su libro ejemplar «Wie der Dschihad nach Europa kam. Gotteskrieger und Geheimdienste auf dem Balkan», 2005, ISBN 3-85326-376-3 [Cómo Dschihad llegó a Europa. Guerreros de Dios y servicios secretos].

Otro de los objetivos es suministrar material de propaganda para una política exterior cada vez más agresiva, como la que estamos viviendo especialmente desde el 11 de septiembre. Y finalmente, lograr «motivos» para una creciente negación del derecho en el propio país. A ello se refieren especialmente los últimos dos capítulos del libro «Big brother marchiert», «Die Putschisten» [Big brother en marcha; Los golpistas].

Elsässer analiza detalladamente la «Estrategia de seguridad para Alemania» dictada en mayo de 2008 por la fracción CDU-CSU y llega a la conclusión que, evidentemente, está planeada una dictadura de emergencia para Alemania que va mucho más allá de lo previsto en las leyes existentes para casos de emergencia. Un sistema en el que parte de la clase política quiere romper radicalmente con la constitución alemana. Elsässer los denomina con razón «extremistas».

Èl tiene la esperanza de que en Alemania se logre unificar la oposición existente en todos los ámbitos políticos contra semejantes planes, «antes de que sea tarde». •

Intereses de hegemonía

«Para legitimar sus intereses de hegemonía impuestos militarmente en Asia, EE.UU. – en forma encubierta – hace restablecer a sus enemigos por medio de los servicios secretos paquistanos, y a la vez intenta reprimirlos con violencia. Ese doble juego asegura el crecimiento constante de las propias tropas y las de sus aliados, que después son utilizadas para lograr sus objetivos de negocios. Los políticos de la OTAN, que están perfectamente informados sobre los hechos aquí compilados trabajosamente, aclaran a los respectivos parlamentos que tienen que dar el visto bueno para el creciente envío de tropas: Necesitamos más tropas porque queremos estabilizar y reconstruir Afganistán, porque el Talibán se ha fortalecido y tenemos que evitar que lleguen nuevamente al poder, porque todos los esfuerzos hechos hasta ahora en la ‹guerra contra el terror› no pueden ser inútiles – y finalmente porque si no el terror va a venir hacia nosotros. Frente a los hechos aquí reunidos, no puede hablarse de política basada en la mentira sino de una política basada en una estafa – concertada y a largo plazo.

Los aliados cooperan con la esperanza de participar en las ganancias, e imitan en sus propios países los grandes gestos de poderío de las camarillas norteamericanas, tanto en la política interior como en la exterior.

A mi modo de ver, es una obligación ofrecer resistencia a una política tal.»

C.R. Hörstel: Brandherd Pakistan, página 281

Una dictadura de emergencia en Alemania

«La combinación de atentados terroristas con atentados en planeamiento en los que estaban involucrados miembros del aparato de seguridad, sumada a una histeria del terror orquestada por los mismos aparatos de seguridad con el apoyo de los medios, hicieron posible, desde el 11 de septiembre de 2001, una limitación radical de los derechos de los ciudadanos en muchos países de occidente. En Alemania, desde la campaña en 2006 a causa de la llamada valija bomba y la bomba de hidrógeno peróxido en 2007, se iniciaron o se concretaron proyectos de leyes de gran alcance.

Punto de mira es la instalación de una policía de datos secretos, que acumula, archiva en imágen y sonido y puede utilizar todo lo que los ciudadanos exteriorizan: por teléfono, por internet, en su computadora, en su propia vivienda. Los documentos de identidad biométricos, las videocámaras de vigilancia y el registro de las chapas de automóviles, posibilitan el establecer un perfil de movimientos y redes de contacto. Big Brother sabe todo sobre nosotros.

Así todo, la constitución nos da el derecho de elegir al parlamento y poder decidir sobre nuestro gobierno. Con eso, sería por lo menos de jura posible, a través de la elección de políticos y partidos responsables, entablar un cambio de orientación.

Pero los extremistas de la CDU/CSU ya están trabajando en la abolición de esa posibilidad. La democracia parlamentaria deberá ser excavada y ser sustituída por una dictadura de emergencia. […]

En el escenario de los extremistas no se necesita el parlamento para sancionar el estado de emergencia. Tropas selectas del ejército a las órdenes del ministro del interior, se encargarán de aniquilar cualquier conspiración que el ministro haya detectado. Para decirlo claramente: los golpistas no van a esperar que el parlamento apruebe una base legal para la entrada en acción del ejército en el interior o decida la creación de un consejo nacional de seguridad. Van a proceder en el momento que consideren justo, y como legitimación hablarán de un inminente atentado terrorista. Ese hecho deberá sentar un antecedente legal: el confrontar al poder legislativo y judicial con hechos consumados.

Los enemigos de la constitución necesitan un permanente peligro terrorista para lograr sus objetivos, y en caso que no sea suficiente, en algún momento un atentado real. Esperemos que en los aparatos de seguridad haya suficientes funcionarios responsables que impidan un nuevo incendio del parlamento.»

J. Elsässer: Terrorziel Europa, página 318

Toujours plus d'Irlandais disent «NON» au traité de Lisbonne

L'Irlande est le seul des 27 pays de l'Union européenne à avoir pu soumettre le traité de Lisbonne à sa population. Cela grâce au professeur d'université d'économie irlandais, Raymond Crotty, qui fit introduire dans la Constitution irlandaise, en 1998, un nouveau paragraphe, soumis à l'approbation de la population et accepté par 69,9% des votants. Depuis lors, l'Irlande soumet obligatoirement toute modification des traités d'intégration au vote populaire. L'Irlande a donc voté NON au traité de Lisbonne, le 12 juin 2008. Cela au grand dam des 27 chefs de gouvernement, notamment de France et d'Allemagne. Ils décidèrent, lors du sommet de l'UE, tenu en été, de mettre la pression sur l'Irlande. Il s'agissait d'ignorer le résultat du vote irlandais et de faire ratifier ce traité par les instances des autres Etats. Avant le sommet de l'UE des 15/16 octobre, un politicien allemand de l'UE menaça le Gouvernement irlandais de «conséquences désastreuses» au cas où ce traité de Lisbonne resterait ignoré du pays.

tk. Le 9 octobre, le député européen allemand, *Elmar Brok* (CDU), exigea du Gouvernement irlandais qu'il présente lors de la réunion des chefs de gouvernements et d'Etats du 16 octobre, des propositions concrètes d'une démarche tactique en vue de gagner un second référendum sur le «traité de Lisbonne». A Bruxelles, on parle même de sanctions contre l'Irlande au cas où il ne serait pas possible d'imposer la ratification dans un bref délai; on pense même à retirer au représentant de l'Irlande le droit de siéger à la Commission européenne. Du même coup, des parlementaires allemands de haut rang se sont mis à lancer une campagne contre les opposants irlandais au traité de Lisbonne. Ils leur reprochent de mettre en place une alliance des eurosceptiques s'étendant sur toute l'Union européenne en vue des prochaines élections de l'UE en juin prochain.

Avec des pressions et des menaces contre le NON irlandais …

Pour en revenir aux menaces, exprimées par Elmar Brok, il faut aussi mentionner le député européen allemand, *Jo Leinen* (SPD), qui s'en prit au ministre des Affaires étrangères irlandais, exprimant son attente d'une ratification avant les élections au Parlement européen, fixant comme terme le mois de mars de l'année prochaine. Les parlementaires allemands mettent la pression sur Dublin du fait qu'il pourrait y avoir, en Angleterre, un changement de gouvernement. Il est vrai que ce pays a déjà ratifié le traité de Lisbonne par son Parlement (on ne se préoccupa pas de demander l'avis de la population, comme d'ailleurs dans les autres 25 Etats de l'UE); mais le parti conservateur a laissé entendre la possibilité d'un référendum pour le cas où il reviendrait au gouvernement lors des prochaines élections.

… ou bien en insistant, en contraignant et en appliquant des sanctions

Certains membres du Gouvernement irlandais espèrent toujours qu'un «oui» sortira des urnes lors d'un second référendum et, de ce fait, ils sont heureux de l'insistance allemande. Toutefois, l'ambiance régnant dans la population inquiète les partisans du traité, car selon les sondages ce sont plus de 70% des Irlandais qui refusent la tenue d'un deuxième référendum. S'il devait avoir tout de même lieu, les deux tiers diraient «NON», soit plus qu'avant! Comme le Gouvernement craint un deuxième échec, il pense reporter ce deuxième référendum à la fin 2009, espérant alors avoir plus de chances de le gagner. Mais pour Berlin, Bruxelles et d'autres tenants du traité c'est trop tard. C'est pourquoi on évoque dès à présent des sanctions contre l'Irlande pour lui imposer de revoter immédiatement. Le président du groupe parlementaire libéral au Parlement européen propose qu'on retire à l'actuel commissaire irlandais, *Charlie McCreevy,* son mandat (selon le traité de Nice actuellement en vigueur, la prochaine Commission européenne qui sera mise en place en juin 2009, devra être réduite d'au moins un commissaire). Et un ancien commissaire belge a même exigé que le Gouvernement irlandais se retire au cas où il ne serait pas capable d'imposer la ratification à son peuple. On s'interroge, face à tout ceci, sur le sens de la démocratie.

«Les menaces renforcent notre détermination»

Toutes ces pressions et ces tactiques ne mènent à rien, car ce «NON» du peuple irlandais ressort du large scepticisme de la population face au traité de Lisbonne. On comprend ainsi mieux ce qu'expriment les citoyens irlandais, comme par exemple: «L'Irlande a eu l'expérience d'une colonisation britannique séculaire et nous ne manquons pas de mémoire. Nous faisons partie de l'Europe, mais nous ne voulons pas devenir une colonie de l'UE.» «Aucun politicien ne s'est donné la peine de nous éclairer sur le traité de Lisbonne». «Les menaces allemandes et les tracasseries incessantes à propos de ce traité de Lisbonne ne font que nous renforcer dans notre détermination. Plus ils nous menacent, plus ils tentent de nous contraindre, plus nous sommes décidés à poursuivre notre propre voie. Est-ce que les Irlandais ont fait preuve de craintes envers qui que ce fût?» •

Les Suédois opposent une résistance à l'oppression de l'UE

Le 18 décembre 2007, la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) rendit un jugement négatif dans le procès concernant le blocage d'un chantier à Vaxholm, dans les environs de Stockholm. On y menait des travaux de rénovation dans une école. Une firme lettone, participant à ces travaux, sous-payait ses ouvriers et refusait de conclure un accord tarifaire avec le syndicat suédois du bâtiment. Du coup, le syndicat entreprit le blocage du chantier. Selon le jugement de la Cour de justice, la Suède avait contrevenu au principe de liberté de services du marché de l'UE.

Cette décision de la Cour de justice dans le cas Vaxholm (cf. *Horizons et débats* n° 25 du 23 juin 2008), fut un coup porté à tout le mouvement syndical, mais aussi aux chefs des syndicats et aux responsables de partis social-démocrates, qui s'étaient engagés, depuis 1994, à faire accepter en Suède le projet néolibéral de l'Union européenne.

Ce jugement Vaxholm est une agression contre les droits des salariés non-suédois et contre le modèle suédois de réglementation du monde du travail. Ce jugement ouvre la voie au dumping salarial et à l'exploitation des ouvriers sous-payés venant d'autres pays de l'UE. En fait, c'est aussi les droits des salariés suédois qui sont remis en cause. Ce n'est pas un hasard si l'association suédoise de l'économie se déclare très satisfaite de ce jugement.

Lors de la votation de l994 pour l'adhésion à l'Union européenne, les partisans de cette adhésion avaient prétendu qu'ils avaient reçu la garantie que le fait d'être membre de l'UE ne serait en rien une menace pour le modèle suédois du marché du travail. Mais cette déclaration suédoise unilatérale, utilisée avant la votation aussi bien par le syndicat que par l'association suédoise de l'économie, n'avait aucune valeur. Cela ressort très clairement du jugement de la Cour de justice dans l'affaire Vaxholm, ce qui devrait donner à réfléchir à toutes celles et tous ceux qui s'imaginent que le traité de Lisbonne, avec ses directives, pourrait protéger le modèle suédois dans le domaine du marché du travail.

Tant le jugement dans l'affaire Vaxholm que le traité de Lisbonne sont la preuve que l'UE reste un projet néolibéral, donnant la priorité aux objectifs économiques qui sont un grand marché économique, libéré de toute ingérence étatique, de toutes règles politiques et d'ententes syndicales.

De ce fait, il apparaît en Suède la volonté de faire remettre en question le traité de Lisbonne par le mouvement syndical et la social-démocratie. De toute façon il faut exiger une nouvelle négociation permettant d'assurer à la Suède, dans le traité et par une décision de droit, que les salariés étrangers, travaillant en Suède, jouissent de la même protection de la convention collective de travail que leurs collègues suédois. Donc la garantie même que les partisans de l'UE, notamment ceux avec le carnet du parti social-démocrate, ou mieux bénéficiant d'un emploi dans les syndicats, prétendent être incluse dans les accords signés avec l'UE.

Le journal suédois «Kritiska EU-Fakta» du 10 septembre estima que: «Dans tous les cas, il faut que celles et ceux, qui veulent protéger le système suédois du marché du travail et le droit national de décision, interviennent pour exiger que le Gouvernement et le Parlement s'opposent à l'UE et agissent ouvertement à l'encontre du jugement Vaxholm, en refusant de modifier la législation suédoise dans le sens de cette Cour de justice de Luxembourg qui affiche son esprit réactionnaire et arrogant.

Nous, les opposants à l'UE, soutenons toutes les actions d'opposition à l'UE et estimons que seul un retrait hors de l'Union européenne peut sauver le modèle suédois du marché du travail et la politique sociale; c'est bien ce que vient de prouver le jugement Vaxholm.

Nous partageons entièrement, dans cette affaire, l'opinion d'alors du vice-président du syndicat des travailleurs, *Erland Olausson,* qui avait estimé, il y a quelques années, dans le journal du syndicat, que si le jugement de la Cour de justice concernant le cas Vaxholm devait être en défaveur des travailleurs ‹alors les conditions mêmes de l'adhésion à l'UE seraient caduques, car, à mon avis, nous n'aurons plus de raison d'en faire partie.›» •

Source: *Kritiska EU-Fakta, N° 110, septembre 2008*
(Traduction *Horizons et débats*)

Protestations des ouvriers du bâtiment danois contre le dumping salarial

chs. Le 16 septembre dernier, on a fait la grève au chantier de l'ancienne Monnaie de la Banque nationale de Copenhague. La cause de cette grève, c'est l'exploitation de 100 ouvriers polonais. Depuis fin août, les syndicats du bâtiment danois se sont engagés contre cette exploitation. Les employeurs des ouvriers polonais ne voulaient pas signer de contrats. Ils promettaient aux ouvriers environ 2000 francs, mais ne leur donnaient que 1200 francs. Ainsi les ouvriers ne reçoivent qu'un salaire d'environ 10 francs l'heure, tout en habitant sur le chantier.

L'un des orateurs qui soutenait la grève était le délégué danois au Parlement européen à la fois membre du mouvement des citoyens danois opposé à l'UE, *Søren Søndergaard.* Il a dit ceci: «Les politiciens ont levé les frontières intérieures de l'UE, mais ils ont renoncé à assurer les conditions salariales et les conditions de travail que les syndicats ont obtenues en luttant pour l'équité et la justice dans leurs pays respectifs. Søren Søndergaard a aussi pris part au Forum Social Européen qui a eu lieu du 17 au 21 septembre à Malmö. Les mouvements de citoyens scandinaves y ont assisté avec des stands et des discussions sur le panel. Søren Søndergaard a pris position de la manière suivante, lors d'un débat sur le verdict de Vaxholm: «Le verdict de Vaxholm n'était pas une erreur. Les juges savaient exactement ce qu'ils faisaient. Ils construisaient leurs décisions sur des directives, des traités et des déclarations d'intentions de l'UE qui justement ne respectent pas le bien-être des ouvriers.» Il a proposé d'exiger de l'UE un protocole valable juridiquement en matière de politique sociale.

Lors d'un atelier au sujet du traité de Lisbonne, de nombreuses organisations européennes ont signé un appel qui contenait le message explicite et clair: «Nous exigeons que soit respecté le Non des Irlandais concernant le traité de Lisbonne. Cela signifie que le traité de Lisbonne est refusé.»

A Malmö, quelque 15 000 personnes ont manifesté pour une «autre Europe». •

Source: *Folk i Bevægelse, n°7*, octobre 2008

Le génie génétique a été blackboulé

par Volker Helldorff, plate-forme d'experts en génie génétique «Ärzte, Bauern und Juristen für gentechnikfreie Nahrung», Haimburg

Par les élections de septembre dernier, les hommes politiques de premier rang, *Schüssel* et *Molterer*, ont été mis au placard. Le grand avantage en est que nous nous soyons enfin débarrassés des promoteurs principaux de la contamination génétique en Autriche! Il n'en reste que l'ancien commissaire *Fischler*, chef du «Ökosoziales Forum».

Il faut savoir que nos ministères ont promu la plate-forme «Dialog Gentechnik» (dialogue sur le génie génétique), une pure plate-forme de promoteurs qui font l'éloge des avantages (que l'on ne peut observer nulle part dans le monde) et qui passent sous silence les désavantages affreux en matière de finances et de santé; Les ministères ont promu cette plate-forme moyennant 1 875 205 euros. Les activités de ces lobbyistes nous coûtent donc très cher. Quant aux dommages dus à l'agriculture transgénique, c'est nous, les innocents qui devons les subir.

C'est toujours en vain que nous attendons qu'on investisse dans la sécurité de l'alimentation génétiquement modifiée en faisant pendant dix ans une étude médicale de sécurité. Les tests en matière de digestion, d'une durée de quatre semaines, que l'UE demande sont au mieux dignes d'un article dans un journal de carnaval. Par rapport à notre sécurité, ils sont complètement inutilisables. Il faut porter plainte contre l'EFSA.*

Si quelqu'un prétend encore aujourd'hui que «la nourriture génétiquement modifiée est sans danger» et qu'il s'en fait le promoteur, il s'agit là de lobbyistes bien payés ou de malfaiteurs intentionnels.

Depuis la parution du livre de *Jeffrey M. Smith* intitulé «Genetic Roulette», chacun peut lire quels sont les effets désastreux de la consommation d'aliments génétiquement modifiés sur la santé.

C'est pourquoi, il est urgent d'empêcher l'importation de 70 000 tonnes de soja génétiquement modifié en Autriche. La Grèce vient de faire le premier pas en interdisant strictement l'importation et le transport des produits génétiquement modifiés.

Qu'en est-il de nous?

J'espère que le ministre *Pröll* continuera de prendre au sérieux son travail au sein de l'UE et qu'il réussira à faire accepter notre demande d'une Autriche sans menace transgénique due au soja génétiquement modifié. •

* Autorité européenne de sécurité des aliments
(Traduction *Horizons et débats*)

Des voies pour sortir de la crise: la petite ferme

par Renate Dünki et Renate Hänsel

La question de la souveraineté alimentaire d'un Etat comme base d'une démocratie a souvent été traitée dans Horizons et débats. Elle s'est posée dans le passé et elle est aujourd'hui de nouveau d'une actualité brûlante eu égard à l'industrie alimentaire mondialisée et la crise économique mondiale aiguë. Les gens en Europe se sont posé de telles questions lors de la crise des années trente du siècle dernier ou après la Seconde Guerre mondiale et ils ont cherché des réponses; c'étaient des périodes pendant lesquelles une alimentation suffisante n'était pas évidente. En ces temps-là ont émergé en Allemagne des expériences modèles sur l'incitation d'agriculteurs et de politiciens responsables pour créer les possibilités d'un approvisionnement autonome des familles, résistant à la crise pendant des périodes de disette, indépendamment du chômage et de l'effondrement économique. Oswald Hitschfeld les a résumées dans un petit livre.

De façon répétée dans l'histoire récente de l'humanité, et aussi dans celle des pays occidentaux soi-disant riches, il y a des situations dans lesquelles beaucoup de gens n'ont plus de gagne-pain; soit que tout a été détruit par une guerre, soit qu'après des crises économiques, causées par des processus de concentration et de spéculation financière, il y a moins d'emplois et que beaucoup de gens ne travaillent pas, ne reçoivent pas de rémunération et ne peuvent en conséquence plus se nourrir.

Aujourd'hui nous nous trouvons au milieu d'une telle crise mondiale, à laquelle nous ont conduits une concentration sans limites du pouvoir et de l'argent et une soif immodérée de profit et de pouvoir. Cela conduira à la pauvreté et à la famine, aussi dans nos pays du soi-disant premier monde. L'appel à reconsidérer les tâches de l'Etat se fait de nouveau entendre de nos jours. La voie erronée du système économique néolibéral est discutée dans le monde entier, une règlementation des sociétés financières est exigée.

En Suisse, pendant la période de la Seconde Guerre mondiale, une solution exemplaire de cette question a été trouvée avec la coopération de tous les citoyens et des autorités, ce qui a sauvé le pays d'une famine menaçante en temps de guerre. (La bataille des champs d'après le plan de *F. T. Wahlen*), mais au delà de l'expression de la volonté politique, la volonté d'une défense spirituelle du pays encore a renforcé l'attachement de tous les citoyens. Cet engagement mutuel dans la tâche d'assurer la souveraineté alimentaire pour le bien de tous en des temps de haute menace de cette époque, a donné des forces à tout le monde. L'agriculture et les exploitations se sont rapprochées et cette expérience est encore bien vivante dans la mémoire de beaucoup de citoyens. *(cf. Horizons et débats 43/2008)*

Travail agricole comme issue

Dans quelle direction trouvera-t-on une solution à la crise actuelle? Celui qui réfléchit à la question de savoir comment on peut y survivre, arrive à la conclusion qu'un tournant est possible, comme le dit *Oswald Hitschfeld*, l'auteur de la brochure «Der Kleinsthof und andere gärtnerisch-landwirtschaftliche Nebenerwerbstellen – Ein sicherer weg aus der Krise» (Xanten 1995) [La petite ferme et d'autres gagne-pain entre jardinage et agriculture – une voie sûre pour sortir de la crise]. La solution ne sera possible que si les gens se rappellent ensemble les choses essentielles comme l'entraide, l'autonomie de l'approvisionnement, le recours à ses propres moyens pour se libérer des turbulences de l'économie mondialisée. Pour l'auteur il ne s'agit pas seulement du bien-être individuel, mais de l'assurance de l'existence pour des millions d'hommes dans une coopération de tous ceux qui réfléchissent à la planification de l'avenir. Comme perspective il voit le retour au travail agricole. Hitschfeld suggère une solution qui se base sur la famille, la plus petite unité d'une communauté. La petite ferme est possible sur la plus petite surface cultivable, sur laquelle, avec son propre travail, l'existence d'une famille peut être assurée. L'assurance de l'existence est prise en main courageusement. En même temps, l'indépendance, l'autonomie et la responsabilité individuelle sont rendues possibles. L'idée de la petite ferme offre ainsi une voie pour sortir des sentiments d'impuissance et du ras-le-bol de la politique.

L'autosuffisance est possible

Certes, l'agriculture se trouve actuellement dans un autre état qu'après la Seconde Guerre mondiale. Cependant il est possible et inévitable que chacun s'occupe de cette question fondamentale, importante pour l'assurance de l'existence et la cohabitation en liberté et que chacun cherche des solutions dans son entourage. La petite brochure de Hitschfeld sur l'autosuffisance est une aide et une bonne base qui incite à réflexion en commun et à la participation à une voie pour sortir toute la société de la crise. Il rassemble d'une manière compréhensible un savoir multiple. Pour Hitschfeld, il s'agit d'une autosuffisance post-industrielle dans le cadre d'une activité annexe, orientée selon les expériences de la société industrielle actuelle. L'auteur s'engage pour créer le plus possible d'activités annexes en jardinage et en agriculture sur du terrain en friche non utilisé, comme ils ont été discutés et essayés en Allemagne dans la période entre les deux guerres et après les deux guerres. Les terrains pour de telles colonies devaient être mis à disposition par les communes. Ainsi la possibilité serait ouverte aux familles de se rassembler avec d'autres familles dans des unités plus grandes.

Les propos du préfacier *Karl Walter Lau* sonnent comme un pressentiment de la situation actuelle: «Des fermes d'autosuffisance et d'activités annexes seront dans un avenir pas si lointain pour beaucoup de nos semblables une sorte de refuge. Peut-être quelque chose comme de toutes petites arches dans le courant des temps chaotiques, desquelles émanent de nouvelles idées et actions qui avanceraient le développement de l'humanité d'un grand pas.» (p. 6)

Hitschfeld présente quatre formes de petites fermes choisies parmi une multitude d'exemples:

1. La ferme de jardinage

Déjà au début du siècle passé existait dans les mouvements de jeunesses allemandes une multitude de tentatives de colonies ayant différents objectifs. Ainsi l'architecte de jardin, *Max Karl Schwarz,* de Worpswede près de Brême, a développé l'idée de la ferme de jardinage dans laquelle sur un terrain de 2,5 ha avec 4 à 5 ouvriers on pouvait produire des légumes pour environ 100 personnes et garantir un ravitaillement complet pour 8 personnes. (p. 15)

2. Le plan de petite ferme de Heinrich Jebens

L'agriculteur *Heinrich Jebens,* a également opposé à la misère du temps, après la Seconde Guerre mondiale, son plan de petite ferme. Ses idées sont aujourd'hui de grande actualité. (p. 16)

Le plan de petite ferme auquel Jebens a donné le sous-titre de «Idées pour une nouvelle structure de population» (Gedanken zum Volksneubau) propose une colonie d'activités annexes d'une grandeur d'environ 1,5 ha. Là, 2 vaches, 3 cochons et douze poules seront élevés. Le fourrage pour les animaux et la nourriture pour les gens pouvaient être cultivés sur ce terrain: Des pommes de terre précoces, des pommes de terre d'affouragement, du maïs, des betteraves, toutes sortes de légumes rendraient le plan possible. Autour de la maison des arbres fruitiers donneraient des fruits en abondance. Des 20 litres de lait des vaches on a tiré entre autre à l'époque du lait écrémé pour les cochons. Cette forme d'agriculture en activité annexe a été expérimentée pendant des années. Dans la comparaison, elle représentait la forme la plus rentable des formes d'exploitations agricoles et comme ferme de pâturage elle a été la plus simple à exploiter en activité annexe. En hiver, une personne y consacrait une heure matin et soir et en été en moyenne la moitie de la journée.

Avec son modèle de petite ferme, Heinrich Jebens avait en vue une nouvelle structure de la population. (p. 19) Ce qui comptait pour lui, ce n'était pas uniquement de vaincre la faim dans ces temps de disette, mais aussi d'établir des conditions stables en permettant à beaucoup de gens d'exploiter un modeste bout de terre. Jebens a écrit à ce sujet: «Associons le paysan à l'ouvrier, il en résulte un ‹type d'homme› qui, avec ses activités annexes résiste à la crise, et dont nous allons avoir besoin pour venir à bout de l'ère nucléaire.» (p. 20) C'est dans ce but qu'il aurait voulu établir en 5 ans 5 millions de petites fermes.

Malheureusement, les autorités n'ont pas pu être gagnées à cette cause. Dans l'après-guerre sa réussite aurait donné de la nourriture, du travail et un nouvel espoir à des millions de gens, stimulé l'économie mal en point et éliminé la pénurie de logements. Cependant, suivant son initiative, 169 petites fermes ont pu être construites jusqu'en 1953 dans le Bade-Wurtemberg (Allemagne).

3. La colonie de jardins de Heinrich Frantzen

Une autre variante d'une telle petite ferme a été expérimentée en 1937 dans la colonie de jardins de *Heinrich Frantzen* dans la région de Cologne. Cette sorte de petite ferme a été réalisée sur un terrain encore plus petit, de 5 «preussische Morgen» [Morgen = arpent, 2500 m^2]. La ferme a fonctionné sans animaux et tout à fait sans engrais animal. On a mis l'accent sur la culture de fruits et de baies. Pour les arbres fruitiers on a utilisé du compost de plantes et le contenu de deux bacs d'eau usée, et pour les champs des légumineuses comme des lupins, des vesces et des fèves etc. Cela suffisait pour produire suffisamment de nourriture végétale, et c'etait plus que ce qu'une surface pareille aurait produit autrement. Frantzen a montré clairement: «On peut très bien cultiver sans engrais de provenance animale et atteindre des récoltes suffisantes. On peut aussi se nourrir suffisamment avec des végétaux. […] Entre la forme d'exploitation sans animaux avec l'alimentation exclusivement végétale et l'exploitation uniquement avec des animaux et une alimentation excessivement animale, toutes les variantes sont possibles.» (p. 23)

4. Un modèle spécialement impressionnant: «Un bout de terre pour une famille»

La surface cultivable moyenne par personne de la population mondiale, d'après le «Club of Rome» est de 4000 m^2. Cette surface a suffit, dans une culture autonome expérimentée avec deux moutons, pour nourrir suffisamment et sainement une famille de 6 personnes. En moyenne quotidienne, la famille n'avait pas à travailler plus de 5 quarts d'heure. On a pu

Suite page 8

«Lorsqu'à Detroit l'industrie de l'automobile s'est effondrée et que beaucoup de gens se sont retrouvés au chômage, les villes sont tombées en friche: les maisons étaient vides, tout était envahi par les mauvaises herbes. Une femme a eu l'idée de retourner un bout de terre dans un parc et de planter des légumes. Beaucoup de gens se sont joints à elle, et des jeunes y ont participé aussi.»

Veronika Bennholdt-Thomsen/Maria Mies, «Die Subsistenzperspektive – Eine Kuh für Hillary», Munich 1997

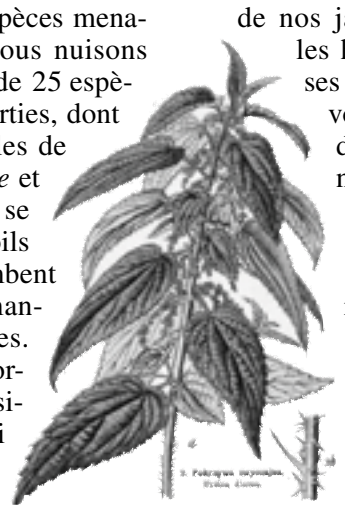
En 2008, beaucoup de gens sont de nouveau dans la détresse et ont faim en Amérique. On a déjà commencé à retourner la terre dans les terrains de golf pour y planter des pommes de terre!

L'équilibre biologique dans nos jardins

par Urs Irniger

Les herbes sauvages, que l'on appelle également mauvaises herbes, sont des plantes herbacées qui ne sont pas modifiées par le jardinier. Elles poussent souvent là où on ne veut pas, comme l'ortie. L'homme considère l'ortie (urtica dioica) comme une mauvaise herbe dont on se débarrasse dans les zones habitées, dans les jardins et à la campagne.

L'ortie est une plante à fleurs discrètes et qui pique. La *petite ortie* ou *ortie brûlante* (*urtica urens*) fait partie des espèces menacées. En luttant contre elle, nous nuisons énormément à la nature. Plus de 25 espèces animales se nourrissent d'orties, dont plusieurs chenilles comme celles de la *belle dame*, de la *petite tortue* et du *paon du jour*. La chenille ne se pique pas car elle croque les poils à leur base, de sorte qu'ils tombent à terre et qu'elle peut ainsi manger les feuilles sans problèmes. Si nous faisons disparaître les orties, les dommages seront considérables. Pour chaque plante qui disparaît, dix espèces animales perdent leur moyen de subsistance. L'ortie n'est pas seulement une nourriture et un biotope pour beaucoup d'insectes, elle contribue également à maintenir la diversité des espèces d'oiseaux.



De plus, le purin d'ortie permet de lutter de manière biologique contre les nuisibles et de fortifier les plantes. Et nous pouvons consommer l'ortie sous forme de soupe ou d'infusion.

Revenons-en à l'équilibre biologique de nos jardins. Si nous y détruisons les herbes sauvages (les mauvaises herbes), que nous ne les trouvons beaux que lorsqu'ils sont dépourvus d'herbes sauvages, nous n'avons rien compris aux écosystèmes. Nous ne pouvons maintenir les équilibres biologiques que si nous favorisons la diversité des espèces dans nos jardins par un équilibre entre la faune et la flore utiles et nuisibles. Si nous acceptons les herbes sauvages, nous aurons moins d'animaux nuisibles dans nos cultures. •

Niger: la faim, désormais un mauvais souvenir

par Franziska Theiler

Dans les villages entourant Harikanassou, la faim était très répandue. Grâce à l'irrigation des potagers, elle n'est maintenant plus qu'un mauvais souvenir.

Par comparaison avec d'autres régions du Niger, l'immense plaine du Dallol Bosso dispose d'eau en quantité. A certaines saisons de l'année, plusieurs ruisseaux et rivières coulent dans la vallée et la nappe phréatique est située à seulement quelques mètres de profondeur. Cette région est donc particulièrement adaptée à la culture maraîchère par irrigation. Pourtant, dans le passé, les habitants des villages de Harikanassou situés dans cette vallée du Dallol Bosso ne parvenaient pas à se nourrir suffisamment, toute l'année durant.

Afin de développer la culture maraîchère, la population a construit 20 puits dans quatre villages éloignés, et ce avec le soutien de SWISSAID. Les quelque 770 paysannes participant au projet ont gagné leur pari: aujourd'hui, pendant la saison sèche, elles sont en mesure de cultiver choux, salades, oignons, pommes de terre et courges sur près de 13 000 hectares et de les irriguer. Au début, les paysannes ont dû se procurer elles-mêmes la moitié des semences, l'autre moitié leur ayant été fournie par SWISSAID.

Au départ, il était prévu que les cultures servent essentiellement à la consommation familiale. Cependant, les excédents ont été tellement importants l'année dernière que les femmes ont pu en vendre une part considérable sur les marchés locaux. La récolte a compté au total 225 tonnes d'oignons, 21 de pommes de terre, 52 de salades et 73 de choux. Les choux et les salades sont séchés et utilisés toute l'année, surtout pendant la saison sèche, pour la préparation du «dambo», un plat traditionnel, une sorte de couscous.

La culture potagère est entre les mains des femmes, tandis que la production de céréales et de maïs est traditionnellement réservée aux hommes. Ces derniers sont également propriétaires des champs. C'est pourquoi les paysannes ne peuvent travailler que si les hommes leur mettent à disposition les champs jusqu'à la prochaine saison sèche.

Grâce à l'irrigation, la situation des familles de paysans du village de Harikanassou s'est beaucoup améliorée. Pour *Jamilatou Ali,* maraîchère, le résultat est concret: «Avec la recette de la vente, j'ai pu acheter un sac de maïs et aider mon mari dans la culture du maïs. Il me reste encore des oignons et du chou séché. Au besoin, je peux les utiliser pour la cuisine.» •

Source: *Magazine Le Monde SWISSAID,* Rapport annuel 2007

Nigériennes après la moisson. Avec l'aide de SWISSAID, la production de légumes et de céréales a pu être augmentée de manière importante. (photo reuters)

Le Niger en chiffres

Projets approuvés en CHF	1 859 557
Nombre de projets en cours	13
Familles directement concernées	13 500

Votre aide concrète

300 francs

permettent à six paysannes et paysans du Niger d'apprendre à transformer les produits agricoles.

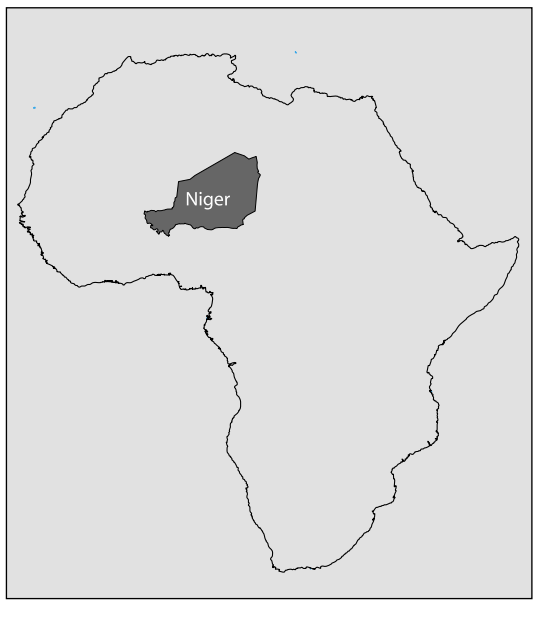
100 francs

donnent l'opportunité aux agricultrices et aux agriculteurs d'acheter 20 kilos de semences locales d'oignons.

Une aide qui va plus loin.

- Compte de chèque postal: 30-303-5
- N° de compte à la banque Raiffeisen (Berne): 45 055.37
- N° IBAN: CH47 8148 8000 0045 0553 7
- Swift: RAIF22 (depuis l'étranger: RAIFCH22)

Merci de votre don!



«Des voies pour sortir de la crise: …»
suite de la page 7

produire par jour (sur la base d'une moyenne annuelle) 4 kilos de légumes, 1 kilo de fruits et 1,6 kilos de pommes de terre. S'y ajoutaient des œufs, du lait de brebis, des fèves de soja, de l'huile de pavot et du maïs. Tout cela a été produit sur un terrain de 100 x 20 mètres et sans l'aide de machines à moteur. (p. 24)

5. Une méthode de culture avec un bon rendement: «La transplantation des céréales»

Il tient spécialement à cœur à l'auteur de «Kleinsthof» de faire connaître la méthode de transplantation des céréales (Getreideumpflanzmethode). (p. 26 sqq.) La propagation de cette méthode peut être une contribution importante pour la survie.

La méthode de transplantation donne, sans avoir recours à des machines, un très haut rendement de céréales sur les surfaces les plus petites et elle est donc de très grande valeur en temps de disette. Les graines de céréales sont semées très tôt dans des serres, quelques semaines avant le moment habituel des semailles. Lorsque le jeune planton a 20 cm de hauteur, il est transplanté dehors et planté assez profond pour que le premier nœud de la tige se trouve sous terre. A partir de ce nœud pousse très vite une autre couronne de racines avec 40 à 50 tiges au lieu de 4 à 5 tiges. Le rendement d'au moins du double de la méthode de transplantation se fait par l'ensemencement précoce et une plantation très profonde qui produit cette seconde couronne de racines. Sans machine à planter, quelqu'un de très adroit peut planter 400 à 500 plantons de céréales par heure. Le rendement supplémentaire de cette méthode étonnante s'explique par le fait que les plantes, avec l'ensemencement précoce, ont une période de croissance plus longue. C'est une très vieille expérience d'agriculteurs que les ensemencements précoces ont des rendements plus grands. Comme ces grands rendements permettent aussi le passage à l'engrais vert, la méthode a, à long terme, aussi l'avantage d'assainir la terre. Avec cette méthode de plantation de céréales on peut atteindre un très haut degré d'autosuffisance et ainsi l'indépendance en temps de disette. Il est recommandable d'essayer soi-même cette méthode de transplantation.

Chacun peut participer à la réalisation de cette vision sociale

Pour Hitschfeld, la petite ferme suppose avoir des connaissances de jardinage et d'agriculture. Il considérait donc le projet comme approprié pour des gens ayant déjà fait des expériences dans l'agriculture donc d'anciens petits paysans d'un jeune âge qui avaient plus tard un emploi en ville. (p. 35) Hitschfeld pensait aussi à des gens qui sont revenus de l'ancienne Union soviétique, qui sont obligés de vivre de l'aide sociale et auxquels la vie dans une petite ferme permettrait une issue à leur désespoir psychique. (p. 36) Remarquons que l'apprentissage de la culture de légumes et l'élevage d'animaux de basse-cour peut très bien se faire aussi. (cf. la bibliographie ci-joint)

Hitschfeld a en vue une ferme d'activité annexe, qui ne mette pas la production agricole sous pression et rend possible la culture écologique. (p. 37)

Il a énuméré les conséquences positives de la réalisation de l'idée des petites fermes:

– Elle aurait une influence bénéfique sur le maintien de l'équilibre de la nature;
– Un retour à l'agriculture et avec cela à la souveraineté alimentaire serait amorcé;
– La misère intellectuelle et psychique de beaucoup de gens, surtout de la jeunesse, pourrait être surmontée: le travail dans la nature peut transmettre de vraies valeurs vitales;
– Une économie orientée vers le bien de la communauté dans une vraie fraternité pourrait enfin se développer. (p. 37 sqq.)

L'idée de la petite ferme veut ainsi constituer un contrepoids contre la destruction des sols, contre le changement en steppes des sols, aussi dans de vastes régions de l'Europe du Sud.

Pour la réalisation de sa vision Hitschfeld a souhaité un large soutien de la société.

Il a appelé les entrepreneurs à soutenir cette idée avec la création d'emplois à temps partiels, car une participation de l'industrie et de l'artisanat serait importante pour la réalisation de ce modèle expérimenté.

«Si les institutions et des personnes individuelles qui peuvent obtenir des résultats s'occupent sérieusement de la réalisation, il ne faudra pas se faire du souci pour l'avenir. Aucune crise ne peut alors nous faire peur. Les bouleversements de l'économie et de la société ne peuvent pas arriver, car on leur a enlevé le fondement.» (p. 39)

Hitschfeld a souhaité pour la réalisation de sa vision de la petite ferme dans chaque Land de la République fédérale Allemande un ou plusieurs modèles. Il ne considérait pas son livre comme un mode d'emploi pour la réalisation de petites colonies. Il a voulu plutôt, avec sa brochure, appeler à des initiatives dans cette direction.

Sa brochure s'adresse donc d'un côté à des jeunes qui voudraient créer des colonies, de l'autre côté à tous ceux qui ont quelque chose à dire dans la planification (des administrations agricoles, des maires, l'artisanat et l'industrie, des politiciens dans les communes, les départements et les capitales). Tous ces milieux devraient recevoir cette brochure. Dans la presse également, et surtout dans la presse locale, il faut faire connaître cette publication, souhaite Hitschfeld.

Le vœu de l'auteur est donc: Aidez tous à faire connaître l'idée des petites fermes. •

Petite bibliographie:
Pour l'exploitation d'une petite ferme, des connaissances d'agriculture et de jardinage sont importantes. Pour les acquérir ou pour les actualiser, il existe de nombreux livres. En voilà un petit choix:

John Seymour. *Das neue Leben auf dem Lande.* Urania Verlag, ISBN 3-332-01474-9

Marie-Louise Kreuter. *Der Biogarten.* ISBN 3-405-15841-9

Sepp Brunner, Margrit Brunner. *Permakultur für alle.* Edition Löwenzahn. ISBN 9783706623940

E. Pfeiffer, E. Riese. *Der erfreuliche Pflanzgarten.* Verlag am Goetheanum. ISBN-10: 3723504868

[Comme toute cette littérature et la brochure de Hitschfeld sont écrites en allemand, je voudrais appeler nos lecteurs en Suisse romande et en France à nous faire connaître des écrits équivalents en français, ndlt.]

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❏ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❏ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❏ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❏ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

❏ Veuillez nous envoyer _____ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° _____ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom:

Rue / N°:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich